

SEMAINE DU 18 AU 24 JUIN 1982

N° 67-5,00 FF

sanfrantière

Hebdomadaire de l'Immigration et du Tiers-Monde

BEYROUTH AU COEUR



*« Sur vos poitrines
Nous persistons comme une muraille...
Si nous avons soif
Nous presserons les pierres
Nos mangerons de la terre
Si nous avons faim
Mais nous ne partirons pas
Ici nous avons un passé
Un présent
Ici est notre avenir »*

Tawfik Ziad

Aux lecteurs

Ce numéro est un spécial Liban-Palestine. Vous n'y trouverez donc pas vos rubriques habituelles, et vous ne trouverez rien sur les luttes de Talbot, sur le débat gouvernemental à propos de l'insécurité.

A part deux pages sur la victoire de la gauche mauricienne, événement d'importance pour l'avenir de l'Océan Indien, et l'issue militaire de la crise des Malouines, la totalité de ce numéro est consacrée à la résistance des populations libanaise et palestinienne.

Ce numéro spécial est avant tout un appel à vos initiatives, à votre solidarité. Mais il est aussi un hommage au Liban.

En ce moment tout geste, tout don ou toute manifestation publique, lettre ou communiqué, est un chaînon de solidarité, un ballon d'oxygène pour le Liban.

Aux bombes à fragmentation de Begin, au cynisme des puissants qui gouvernent, il n'y a, en ce moment, pour nous qui vivons en France, rien d'autre à opposer que vos actes de solidarité.

S.F.

Le poids des mots le choc des réalités ...

Ouvrez un journal. N'importe lequel. De gauche ou de droite, vous serez inévitablement enserré dans le « piège » des mots. A Sans Frontière, nous y tombons aussi souvent que nos confrères. Et pourtant nous essayons d'être vigilants, d'y voir clair...

Devant vos - nos - yeux dansent les mots « juifs », « palestiniens », « chrétiens », « musulmans »...

A nos oreilles les mêmes mots s'enchevêtrent... Les mots n'ont plus de sens. Ils n'ont plus le même sens à Paris ou ailleurs... L'invasion du Liban par le tandem Begin-Sharon n'est pas ressentie de la même manière qu'on soit d'une communauté ou d'une autre. Et pour cause...

Le poids des mots agit depuis des années sur les réalités. Les mots alimentent même ces réalités qui peuvent apparaître confuses ici ou là...

L'aviation israélienne bombarde Beyrouth-Ouest ; le calme règne à Beyrouth-Est. D'un côté les « musulmans ». De l'autre côté les « chrétiens ». Au dessus dans leurs avions, les « juifs ». Hallucinant. Cela est dit. Cela est écrit d'une manière ou d'une autre. Il n'est pas besoin de chercher longtemps. On parle de « l'aviation juive » aussi facilement que des « milices chrétiennes », tandis que les autres sont qualifiés « d'islamo-progressistes ».

Seul le peuple Palestinien échappe à ce déluge de mots.

« Ils » est Palestinien, c'est son seul acquis mais il est énorme surtout quand on sait que ce peuple est multi-confessionnel face à un « état-ghetto » armé jusqu'aux dents et qui rêve de transformer le Liban ou la Syrie en autant d'états que de confessions qui existent en leurs seins...

Pourtant nul n'est censé ignorer



que les « milices chrétiennes » s'appellent les « milices phalangistes »...

Pourtant à Saïda, les chrétiens, les musulmans, les Palestiniens, et les Libanais ont vécu dix jours de terreur ensemble. Ils résistent ensemble à l'occupation de leur pays.

Pourtant, à Paris, des « voix juives » se sont élevées contre le génocide des peuples Palestiniens et Libanais. Nul ne peut l'ignorer. Il faut l'affirmer haut et fort pour éviter de tomber dans le piège des mots. En attendant que les réalités suivent...

Cette folie des mots - qui reflète celle qui règne dans les têtes - se retrouve par ailleurs dans de multiples communautés, appels et protestations.

Nombreux sont ceux qui, avant de condamner l'agression israélienne se sentent obligés de souligner « leur attachement à

l'existence d'Israël » comme si c'était le problème ou le moment. Incroyable et indécente myopie !

Alors que Begin n'a pas encore fini de digérer le Golan, et alors que les mères cisjordanaises pleurent encore leur enfants abattus, les mains nues.

Tandis que la France et son président reçoivent Shamir dont les mains sont tâchées de sang...

Alors que tout un peuple est décrété « terroriste » parce qu'il veut vivre.

Alors que ce peuple est littéralement assassiné, des âmes charitables protestent « parce que la politique de Begin menace l'avenir d'Israël ».

Pour le moment, les Palestiniens sont menacés et eux seuls. Cela est réalité...

N'y ajoutez plus des mots qui sont autant d'écrans complices...

M.A.

Sans Frontière

SERVICE SOCIAL

Kamel BELARBI
Marc WEITZMANN
Fabienne MESSICA
Leïla SEBBAR
Daniel LACERDA

SERVICE INTER

Raphaël CONSTANT
Farid AICHOUNE
Alain CHEMALI
Macodou N'DIAYE
Blaise N'DJEHOYA
Edouardo OLIVARES
Joël BOULARD
Fatima BELHADI
Aline N'GOALA

SERVICE CULTUREL

Khadidja BACHIRI
Mohamed NEMMICHE
Dalila ZOUAOUI
Peira CAVA
Julien WEISS

SPORT

Hocine DIDOU
MALEK

DESSINS

T. ARAB
POUB'S
LARBI

PHOTOS

DJEMAI

Amadou GAYE
Senna ABDELHAK
AKLI

GESTION

Saïd BOUZIRI

SECRETARIAT DE REDACTION

Mustapha MOHAMMEDI
Nidham ABDI

PACO
SALEM
Driss MOURAD
Abdel BOUAKRA
Fawzia ZOUAOUI

ABONNEMENT, DIFFUSION, PUBLICITE

NADHIRA
Ali MAJRI
Habib ARFAOUI

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin, 75003 Paris.
Tél. 278 44 78.

Siège social : 35 rue Stephenson, 75018 Paris.
Fondateur de l'Association « Editions Sans Frontière » :
Louis Gallimardet.

Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar ».

Directeur de publication : Khali Hammoud

C.C.P. : 420900 F Paris

Commission paritaire n° 61715

Diffusion N.M.P.P.

Pour tout contact : 33 bd Saint-Martin 3^e

Paris 75003

TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois
France	220F	170F	120F
Europe, Afrique	280F	220F	160F
Par avion	320F	290F	170F

Abonnement

Remboursement

Chômeurs et étudiants*

	1 an	9 mois	6 mois
	200	150	100
	250	190	130
	280	250	140

*Sur justificatif

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Chèque

C.C.P.

résistance

**Sharon est à Beyrouth-est. Sarkis ressemble plus
à un otage qu'à un président.
Beyrouth-ouest en armes veille et attend ...**

Le cynisme à son comble

« Ils » ont usé de tous les moyens : le téléphone et le télex, le communiqué solennel et l'éditorial enflammé ;

« Ils » ont décrété la mobilisation, appelé à l'unité, en se tapant - au passage - sur la gueule ;

« Ils » se sont beaucoup rencontrés, à Damas, à Ryad, à Tunis, à tel point qu'on a craint, à certains moments, des embouteillages aériens au-dessus des capitales arabes ;

« Ils » nous ont tous rappelé que « la cause sacrée des arabes et des musulmans était la Palestine », que nous étions confrontés à « un complot impérialiste », qu'il s'agissait d'un génocide ;

Bref, « Ils » ont tout fait, tout tenté. Et face à ce raz-de-marée verbeux, les résistants et les civils du Liban recevaient un déluge de bombes, alors que sur les plages de Tyr et de Safda l'étoile jaune se faisait croix, tracée à la peinture et à la chaîne, sur les dos des prisonniers Palestiniens.

« Ils » ont, je vous prie de croire, tout essayé... à tel point qu'« Ils » ne pouvaient plus dormir dans leurs palais des mille et une nuits, électroniquement protégés, forteresses arrogantes dans cet océan de misère qu'est le monde arabe.

« Ils » - les gouvernements arabes - ont montré, encore une fois, leur double faillite, leur incapacité d'assurer et l'indépendance politique, nationale et le développement de leurs pays.

Au tableau d'honneur de la parole creuse, « Ils » se disputent la première place et se bousculent au hit-parade de la répression.

Et nos peuples assistant presque impuissants à ce massacre. Réprimés, affamés, enchaînés, assoiffés, torturés, ils n'en peuvent mais...

Ils tentent, ici et là, de dire leur mot, de crier leur indignation, mais le couperet officiel est là, pour assommer dans l'oeuf leurs initiatives : place, nous dit-on, à nos amis, à nos « alliés natu-rls », place à l'URSS et la CEE, à l'ONU et au Conseil de Sécurité, à la Chine et aux USA.

Cette unanimité des régimes arabes-moderés et radicaux - est révélatrice : « Ils » sont prêts à tout envisager sauf un seul remède : celui de l'initiative populaire. « Ils » sont prêts à tout accepter sauf que la démocratie et la liberté s'épanouissent dans nos pays, que les gens s'informent et débattent librement, se mobilisent comme ils l'entendent.

Utilisez si vous le voulez, l'arme du pétrole mais laissez nous celle de la démocratie.

Kamal Belarbi

Dimanche soir 13 juin le poste de gendarmerie de la localité de Baabda, où se trouve le palais présidentiel, voit un uniforme israélien se présenter: « je suis le général Sharon ». Le cynisme est à son comble. Le gendarme de service se demande s'il nage en pleine science fiction.

Même si l'opération israélienne était prévue depuis de longs mois, sinon depuis plusieurs années, les troupes israéliennes autour du palais présidentiel reste une vision pour le moins surréaliste.

Auterme d'une dizaine de jours de jeu de massacre, les troupes de Manahem Begin et d'Ariel Sharon sont arrivés aux portes de Beyrouth. L'armée israélienne contrôle désormais toute la portion du pays qui s'étend des frontières sud du Liban à la banlieue de la capitale.

Tout d'abord, conscient de l'impossibilité de prendre d'assaut la capitale, sans être obligé de la raser, l'état major israélien a entrepris d'encercler Beyrouth en établissant un dispositif de strangulation progressive. Pourtant, on peut affirmer que cette opération est une preuve du contraire de ce qu'ils affirment : les israéliens n'ont pas atteint leur objectif principal qui était d'anéantir l'OLP politiquement et militairement. La situation n'en est pas moins difficile pour la résistance palestinienne qui se trouve dans un état d'épuisement après une longue et farouche résistance dans le Sud. Le porte parole de l'OLP fait état de pertes considérables 10 à 15 000 morts et blessés, pour une large part des civils. Par ailleurs on parle de six mille prisonniers au ministère de la défense israélien, mais il ne s'agit que d'un chiffre provisoire. Pour l'heure l'encerclement de Beyrouth en même temps qu'il est dramatique pour toute la population de la région ouest de la ville, peut encore représenter une planche de salut pour la tête de la résistance et pour les combattants Palestiniens et Libanais du Mouvement National.

En effet la direction de l'OLP tente de profiter du répit militaire malgré des accrochages réguliers mais très localisés dans la région sud de la capitale pour jouer la carte d'un « cessez-le-feu » israélo-palestinien. A défaut d'une victoire militaire israélienne, ce cessez-le-feu serait pour le moment la consécration de la pérennité de la résistance. « Les principaux dirigeants de l'OLP n'ont qu'un seul souci : récupérer politiquement ce qui peut encore l'être après l'invasion israélienne et sauver l'existence physique du peuple palestinien au Liban, de son armée et de ses dirigeants, en offrant des concessions à l'état libanais ». Telles est la signification des demandes de cessez-le-feu formulées par les palestiniens et présentées à Israël par le biais de l'Egypte. Une pareille demande de l'OLP est évidemment d'une part le constat amer de la trahison, du

monde arabe et d'autre part un ralliement à la position égyptienne qui continue d'oeuvrer dans le sens de la création d'un Etat Palestinien. Il est un fait que cette position ne fait pas l'unanimité dans les rangs de la résistance palestinienne, mais à terme et dans le rapport des forces actuel, c'est la principale brèche dans la stratégie israélienne qui puisse permettre une sortie aux palestiniens.

Les multiples témoignages sur la jonction réalisée entre les troupes israéliennes et les troupes de Bachir Gemayel rapportent une très nette fraternisation au moment de l'arrivée des chars

les chrétiens du Liban.

L'alliance de ces forces actuellement n'a permis qu'une manoeuvre politique. Elle a été tentée dès lundi par le président de la république Libanaise Elias Sarkis. En effet, ce dernier a formé dans la nuit de dimanche à lundi un Comité de Salut National. Il s'agit d'une première tentative de trouver une sortie « libanaise » de la crise. Regroupant le premier ministre en exercice Chafic El Wazzan (sunnite), Fouad Boutros ministre des affaires étrangères (grec-orthodoxe), le député Nasri Maalouf (grec-catholique), Bachir Gemayel, commandant en chef de s forces libanaises (maronite), Nabih Berri secrétaire général de l'organisation politico-militaire Amal (Chiite) et enfin Walid Joumblatt leader du Mouvement National Libanais (druze) évidem-

syrien Hafez El Assad. Il ne savait plus sur quelle communauté s'appuyer, sur quelle force politique danser.

Sur cette toile de fond, après un mutisme certainement lié à une approbation tacite ou déclarée, les grandes puissances planchent à leur tour aux portes de Beyrouth. Le ralliement américain à l'armada de Begin a été total sur les plans militaire et politique. Le département d'Etat estime qu'un retrait de toutes les forces étrangères au Liban est pour Washington un élément essentiel en vue du rétablissement de l'autorité du gouvernement libanais. Comprendre par là essentiellement le retrait des troupes syriennes. Pour Alexander Haig « il n'est pas question de revenir au statu quo ante au Liban ».

Principal allié de la Syrie avec laquelle il se trouve lié par un traité d'amitié et de coopération, le Kremlin face à cette dévastation, face à un renforcement à toute épreuve de la pénétration américaine dans la région, s'est senti obligé de riposter. Pour la première fois depuis le début des opérations, le gouvernement soviétique a déclaré : « Ceux qui président actuellement à la politique d'Israël ne devraient pas oublier que le Proche-Orient est une région située à proximité des frontières sud de l'URSS et qu'elles événements dans cette région ne manquent pas de toucher nos intérêts. Nous en avvertissons Israël ». Toutefois la valeur et la portée de la contre-offensive diplomatique reste limitée : on voit mal comment Moscou pourrait s'y prendre pour imposer ses vues sur un terrain d'où elle est totalement absente.

Pour le moment les seules pressions qui soient en mesure de déboucher sur un cessez-le-feu et sur des négociations sont les pressions saoudiennes. Le ministre saoudien des affaires étrangères, à l'issue d'un entretien avec le vice président américain Georges Bush, a affirmé mercredi que « L'Arabie Saoudite pourrait être contrainte de prendre les mesures nécessaires pour obliger Israël à appliquer les résolutions de l'ONU sur le cessez-le-feu au Sud Liban et le retrait immédiat des forces israéliennes des territoires libanais ».

Le prince Saoud El Fayçal, chef de la diplomatie saoudienne précise que « lier le retrait israélien au retrait de toutes les troupes non libanaises du Liban, dépend du gouvernement libanais, le seul détenant cette décision ».

La réhabilitation des autorités libanaises semble être le principal axe diplomatique des USA, de la France et de l'Arabie Saoudite dans l'immédiat. Si les fruits de la diplomatie ne mûrissent pas rapidement, Israël pourrait bien se décider à se tourner de nouveau sur Beyrouth...

Alain Chemali



mourir à vingt ans à Beyrouth

israéliens dans la localité de Baabda, après avoir toute la semaine adopté une position attentiste. Ceci permet à l'heure actuelle d'envisager une coopération militaire en direction de Beyrouth. Même Israël cherche à envoyer les phalangistes à sa place, cette bataille en direction de Beyrouth apparaît pas inévitable.

Elle serait une aventure suicidaire physiquement et politiquement pour les forces phalangistes, un suicide communautaire à échéance.

Bachir Gemayel n'est certes pas sans se souvenir que l'état Hébreu l'avait bel et bien largué lors du bombardement syrien sur Achrafieh et les régions Est en juillet 78 ainsi que lors du siège de Zahlé en avril 81. Israël n'est certainement pas un allié fiable pour

ment sous la présidence d'Elias Sarkis, ce comité regroupe toutes les tendances politiques et communautaires du pays. Mais il n'a pu voir le jour à cause de la défection du leader de la gauche libanaise Walid Joumblatt qui se trouve encerclé dans sa résidence de Moukhtara dans le chouf. Hésitant à se rallier à un comité constitué sous occupation israélienne, il réclamerait l'adjonction de plusieurs autres personnalités libanaises ainsi qu'ele retrait immédiat et total de l'armée israélienne.

Après l'échec de cette première tentative de redonner forme aux autorités libanaises, la confusion est totale. Israël se retrouve dans un imbroglio qui ces dernières années avait été un casse tête chinois pour les forces du président

La chronologie des événements militaires est arrêtée au lundi 14 juin. Dix jours de bombardements aveugles, de terreur au Liban n'ont pas permis à Israël d'atteindre ses objectifs démentiels : détruire et liquider physiquement et politiquement le peuple palestinien...

Dix jours d'invasion

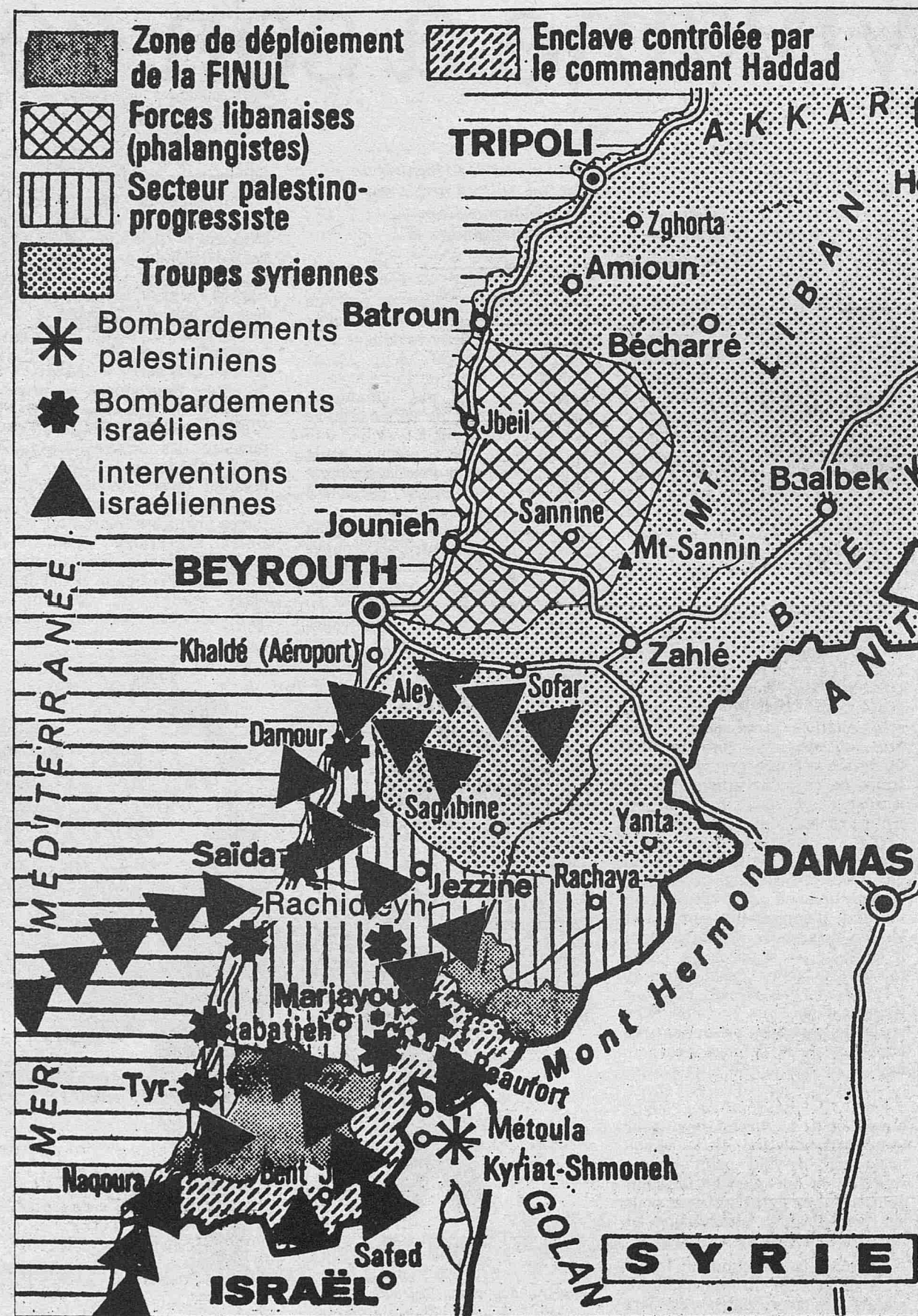
Vendredi 4 ET SAMEDI 5 juin : L'aviation israélienne bombarde, en huit vagues, la région sud de Beyrouth, « en réponse à l'attentat contre l'ambassadeur d'Israël à Londres ». Selon les israéliens l'aéroport de Beyrouth est fermé 30 minutes. Des roquettes Katiouchka sont lancées, depuis le Liban, sur le « doigt de la Galilée », en riposte aux raids israéliens. Pas de blessés. Riposte israélienne sur Saïda et Tyr, où on compte plus de 100 morts. La route du Sud Liban à Beyrouth est partiellement coupée.

Dimanche 6 juin : 9h10 locales : deux colonnes de chars pénètrent au sud Liban, doublent les forces de la FINUL et se dirigent sur Tyr. La ville est atteinte en début d'après-midi, en coordination avec les forces navales. Des unités navales, soutenues par l'aviation, débarquent à 12 kms de Saïda. 15h00 : L'ONU annonce le passage du Litani et le bombardement intensif de Tyr. Arafat, suivant les directives de l'ONU, refuse de riposter « pendant une durée indéterminée ». La FINUL reçoit l'ordre de bloquer les forces israéliennes. L'offensive se déploie sur 60 kms, de Tyr au Mont-Hébron, depuis la région contrôlée par Saad Haddad.

Premier duel d'artillerie syro-israélien à Jarmak, tandis que deux brigades blindées syriennes se dirigent vers le front, depuis la plaine de la Bekaa. L'ONU annonce le blocage des forces israéliennes par un contingent norvégien de la FINUL. Dans la nuit, l'armée libanaise reçoit l'ordre de riposter, « en coordination avec l'OLP et la FINUL ».

7 Juin : Après avoir tué un norvégien, les israéliens désarment les soldats de la FINUL. Les opérations se déroulent sur 4 km de profondeur, après la chute du château de Beaufort, dans la nuit, la prise de Nabatieh et de Tyr. Mais des poches de résistance palestiniennes subsistent, acharnées. Les israéliens continuent leur avance en « harcelant » la FINUL. La Syrie envoie troupe sur troupe, et quelques accrochages ont lieu, ce qui n'empêche pas deux raids aériens sur Beyrouth. Le front s'étend à l'Est, avec la prise de Hasbaya. Deux bateaux américains sont envoyés au Liban pour une éventuelle évacuation des ressortissants US.

L'horreur quotidienne...



8 Juin : De très violents combats sont signalés dans Tyr investie. Jezzine, ville de 20 000 habitants, est sérieusement bombardée. Les israéliens sont momentanément bloqués, à 30 kms de Beyrouth. « Wafa » compte 60 000 soldats israéliens, avec les renforts déployés aux alentours de Saïda et Tyr. Les israéliens avancent vers Beyrouth, laissant deux avions sur le terrain. En contre-partie, 6 « Migs » syriens sont abattus. Tandis que les tirs palestiniens s'intensifient sur la Galilée, la ville de Tyr est la proie des flammes et le ratissage s'organise. Avec la complicité de « HADDAD » chasse aux palestiniens est ouverte dans les villes libanaises occupées. A Gaza, une manifestation fait un mort et

huit blessés.

9 Juin : Le groupe « Abou Nidal », dissident et ennemi de l'OLP revendique l'attentat contre l'ambassadeur de Londres. Les forces israéliennes, malgré une résistance acharnée à Tyr et Saïda (résistance palestinienne) et de violents combats avec les forces syriennes, continuent leur avance sur Beyrouth, occupent Damour.

Sept jeunes stagiaires et leur instructeur, membres de l'UNRWA (office de secours et de travaux des Nations-Unies pour les réfugiés) sont victimes des bombardements au sud de Beyrouth. Tandis qu'un convoi de l'ONU parvient à Tyr, des combats syro-israéliens se poursuivent sur la Bekaa. Bilan : 17

batteries de missiles détruites et 22 avions abattus, côté syrien, Israël dément avoir subi aucune perte. L'avance israélienne sur Beyrouth est bloquée par la résistance palestinienne, et ses alliés...

10 Juin : Toute la journée, les bombardements vont s'intensifier sur Beyrouth, seulement distante de 4 km des forces israéliennes. L'armée libanaise décide de participer à la défense de la ville, en conséquence de quoi une attaque sera repoussée. Mais Khalde, au sud de Beyrouth, est régulièrement pilonnée. 23 « Migs » syriens et 3 hélicoptères sont abattus, ce qui porte à plus de cinquante « Migs » le nombre d'avions syriens abattus en 4 jours.

Le croissant rouge palestinien annonce 10 000 tués ou blessés dans la population civile.

11 Juin : On apprend la mort de 2 hauts officiers israéliens, dont le chef des services secrets. Israël dénombre 68 tués, 420 blessés et 8 disparus. Les syriens comptent 194 tués et 312 blessés. 18 « Migs » sont détruits dans la seule matinée, tandis qu'Israël perd 4 avions et une position. Israël propose à la Syrie un cessez-le-feu, finalement accepté. Beyrouth est bombardé au moment de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu qui « ne concerne pas les palestiniens ». Les bombardements meurtriers font rage sur Beyrouth et Saïda est encerclée, privée d'eau et d'électricité. Les israéliens éprouvent quelques difficultés face à la riposte palestinienne.

Le « cessez-le-feu » se solde par une centaine de morts civils et plusieurs centaines de blessés à Beyrouth.

12 Juin : Après une tentative de percée des blindés israéliens sur les collines avoisinant Beyrouth, repoussée par les seuls palestiniens, les bombardements ont repris sur la ville, tandis que les israéliens tentent de faire avancer leur troupes. Un pilonnage incessant change Beyrouth sud en ruine tandis qu'un raid aveugle endommage le quartier ouest. La route Damas-Beyrouth est détruite par les bombes, dont sont victimes plusieurs camions de réfugiés libanais qui fuyaient Beyrouth, profitant du « cessez-le-feu ». Les combats se poursuivent à Saïda, d'où la population n'a pu s'enfuir, bloquée par le constant pilonnage des sorties de la ville. La croix rouge libanaise y compte 1 000 morts et 3 000 blessés. Certains quartiers de la ville sont totalement rasés. En soirée, le porte-parole du ministère israélien annonce un second cessez-le-feu envers les palestiniens, effectif à 19h00, et « conditionnel à leur réaction. S'ils tirent, nous riposterons ». A l'heure dite, les forces israéliennes contrôlent toutes les voies d'accès sur Beyrouth. En Cisjordanie, la répression d'une manifestation fait un mort, à Naplouse. Bilan de la journée : 50 civils tués et 200 blessés. Au moment du cessez-le-feu, les pertes israéliennes sont de 107 morts, 840 blessés et 18 disparus.

13 Juin : Israël tente d'envahir Khalde et y laisse 9 chars, selon les palestiniens. La ville est pilonnée sans arrêt, tandis que les israéliens continuent leur avancée.

14 juin : Dans la nuit, les troupes israéliennes investissent les localités de Hadeth et Baadba (banlieue sud-est de Beyrouth) achevant ainsi l'encerclement de la capitale. Le Palais présidentiel est entouré. Un tronçon de la route Beyrouth-Damas est arraché aux syriens par les forces israéliennes qui encerclent alors totalement Beyrouth. Ariel Sharon se rend au quartier chrétien de la ville. L'OLP adresse, via l'Egypte, une demande de cessez-le-feu à Israël, qui est qualifiée « d'inutile » par le porte parole israélien : les combats continuent dans le triangle de Khalde et à Saïda...

Marc WEITZMANN

Après dix jours de combats acharnés «ils» tiennent toujours!

Saïda: Mourir pour vivre!

Ecrire actuellement sur Saïda me rend à la fois fière et triste. Fière d'appartenir à cette ville qui résiste depuis dix jours à l'armée d'occupation sioniste, et triste et en colère lorsque la presse rapporte l'humiliation que les sionistes font subir à la population palestinienne et libanaise, en les triant, en les menant vers la plage. J'imagine et j'essaie de me placer avec ceux qu'on traite de cette manière et je trouve cela insupportable. Bien sûr, on pourra dire que c'est ainsi dans beaucoup de guerres, surtout les guerres coloniales. C'est vrai et je ressens la même chose, ou presque, lorsqu'on voit des films sur l'Algérie et sur l'Afrique. Mais on est toujours plus sensibilisé par les choses qu'on a connues, touchées et auxquelles on s'est attachés.

Saïda est une ville côtière. Arabe et musulmane depuis les premiers siècles de l'Islam. Elle est bâtie selon la conception de la ville musulmane : la Mosquée, le marché (artisanat et commerce) et les maisons d'habitation. Cette partie constitue la « vieille Saïda ». Ses rues sont si étroites que les voitures ne passent pas, ses maisons sont tellement rapprochées les unes des autres que les toits se touchent. Au rez-de-chaussée de ces maisons, ce sont les artisans qui ont installé leurs ateliers : cordonniers, couturiers, menuisiers etc... Il y a aussi les petites boutiques, souvent très spécialisées : les boutons et fermetures-éclairés, par exemple, les parfums orientaux, les tissus, la papèterie etc... Dans ces ruelles, c'est tout un monde, c'est la Saïda populaire.

En sortant de la vieille ville, on peut aller soit en direction de la mer, soit au centre de la ville. En direction de la mer, on passe par les rues qui commencent à sentir, de plus en plus le poisson. Là, c'est le quartier des pêcheurs, qui s'étend jusqu'à la mer. Ce sont les étalages de poissons des deux côtés de la rue. Ce quartier était le rêve des enfants, avant l'arrivée des amusements modernes du genre flipper ou autres. Là, lors de toutes les fêtes musulmanes, les enfants venaient à ce qu'on appelait « Bahr El Ia » (la mer de la fête). Il y avait installé un grand manège et toutes sortes de jeux étaient organisés. Il y avait aussi la promenade en barque jusqu'à l'île (az-ziré = al-jaziré). En été, devenus adolescents, on allait se baigner autour de cette île, et on rivalisait de prouesse à qui sauterait le plus loin.

Lorsqu'on rentre à l'intérieur de la ville, et qu'on passe par la rue principale, on sent maintenant l'odeur des gâteaux. Saïda est réputée pour sa pâtisserie. Les

promeneurs du dimanche qui passent par la ville, venant de Beyrouth ou du Sud, ne quittent pas la ville sans avoir acheté leur douzaine ou deux douzaines de gâteaux arabes. Et depuis 1975, cette industrie s'est tellement développée que la principale route qui traverse la ville est flanquée des deux côtés, et presque tout le long, de maisons de pâtisseries. Et, modernité oblige, avec de plus en plus de terrasses où les habitants de Saïda ou les promeneurs peuvent boire un rafraîchissement avec leur gâteau.

En entrant plus à l'intérieur, on trouve les vergers. Personne ne peut oublier les soirées tranquilles du printemps lorsque l'odeur de la mer se mélange à celles de l'orange et du jasmin.

En lisant tout cela, on a l'impression d'une ville idéale, sans histoires, sans problèmes. Ce n'est pas vrai, mais ces choses existent quand même. Saïda s'est beaucoup transformée depuis 1975. Elle n'a pas été touchée par la guerre civile libanaise, elle s'est au contraire développée. La ville a combattu les forces Syriennes en 1976 et a arrêté leur avancée. Mais la guerre civile a commencé à Saïda sans faire de nouveau l'analyse des causes de la guerre civile, nous pouvons rappeler qu'en 1975, les pêcheurs de Saïda, palestiniens et libanais, se mettent en mouvement contre le projet d'installation d'une



Prisonniers palestiniens attachés les uns aux autres

compagnie de pêche, appartenant entre autres à Camille Chamoun, dirigeant de P.N.L., allié des Phalanges. Cette compagnie privait les pêcheurs de leur travail car elle monopolisait la pêche sur la côte. Et au cours d'une manifestation des pêcheurs, Marouf Saad, député populaire de Saïda, qui se trouvait dans cette manifestation, est tué par l'armée libanaise. C'était en avril 1975. Quelques temps après, la guerre civile éclatait, mais pas à Saïda. Les Phalanges, presque inexistantes, n'agissent pas et la population chrétienne de la ville est protégée.

A partir de 1978 et de l'exode des réfugiés, la ville se transforme totalement. Les riches s'enrichissent par les transactions immobilières et une partie des riches de la ville profite de la venue des réfugiés : augmentation des prix parce que la demande est forte et il y a même chez une partie de la population un mépris envers ces réfugiés, basé sur la division villes-campagnes, sunnite-chiite. Mais ces sentiments sont restés malgré tout très limités et on vite disparus lorsque Saïda a commencé à être bombardée par l'armée de Saad Haddad, dès l'été 1979 : le

malheur et la résistance rassemblent.

Un point reste encore à soulever : quels sont les rapports entre la population de Saïda et les Palestiniens ?

Jusqu'après la guerre civile, les palestiniens et la population ont vécu dans une atmosphère commune de solidarité fraternelle sans aucun heurt. La population de la ville est très attachée à Abdel Nasser et le combat pour la Palestine est toujours resté l'objectif prioritaire. La résistance palestinienne a trouvé là un terrain favorable pour se développer. Les palestiniens vivent en majorité dans le camp de Ain El Helwé, au-dessus de la ville. Mais beaucoup de palestiniens vivent à Saïda même. Lorsque les camps sont bombardés, surtout depuis 1974, par l'armée israélienne, les libanais de la ville se sentent aussi concernés et montent au camp pour apporter de l'aide.

Mais ces deux dernières années, le climat avait un peu changé. Il n'y a pas de sentiment anti-palestinien, mais un ras-le-bol vis-à-vis des groupes armés, libanais et palestiniens, qui sillonnent la ville sans rien faire. Mais il suffisait que

ces groupes armés se battent contre Israël pour que ce sentiment disparaisse. Beaucoup parlent d'abus. Bien sûr, il y a eu des abus, de la part des groupes armés, libanais et palestiniens, et pas uniquement palestiniens. Mais il est important de comprendre que ces abus ne sont montés en épingle que lorsqu'il n'y a pas de guerre contre Israël. Lors de chaque bataille, les rangs se resserrent, comme en 76 contre les forces syriennes, en 78, en 79 et en 1981, contre l'armée israélienne. Les rangs se resserrent, entre Palestiniens et Libanais, entre combattants et civils, comme en ce moment. Et dans cette guerre, les libanais ne peuvent que sentir solidaires des Palestiniens, qui sont la principale force et qui défendent la ville avec leurs armes et leur sang. Même si les Israéliens, à l'image de leurs maîtres les nazis, trient les palestiniens en les marquant d'une croix sur le dos. Seuls dans la bataille, contre un ennemi commun, les palestiniens et libanais sont en train de sceller de leur sang leur avenir commun.

R.O.

Non! trop c'est trop!

« **I**ls » tiennent encore malgré dix jours de bombardements intenses par air, mer et terre. Dix terribles jours que l'armée israélienne n'en finit plus de donner « l'assaut final » contre ce qu'il reste de Saïda. « Le camp de Ain Héroué est tombé » affirmait la « radio israélienne » mardi 15 juin ; et pourtant on se bat toujours dans la vieille ville de Saïda, tout du moins dans ce qu'il en reste. Imaginez, le calvaire de ces dizaines de milliers de Palestiniens retranchés dans un amas de ruines et subissant les bombardements au rythme d'un toutes les dix minutes !

Comment peut-on résister à pareille épreuve ? Faut-il vraiment mourir pour vivre ? Saïda a été séparée en deux par les israéliens qui occupent l'axe central, coupant ainsi toute issue à la vieille ville, qui a le dos à la mer.

Dans la partie occupée par les israéliens on a rassemblé de force la population sur la plage ; et là le tri commence, les Palestiniens sont marqués d'une croix noire dans le dos et enchaînés. Sordide ironie de l'histoire... à moins que cela ne soit le dernier avatar de « l'humour juif » Mel Brooks n'aurait pas trouvé mieux ! L'armée israélienne habituée en d'autre temps (guerre

avec les pays arabes) à si peu de résistance, utilise la terreur contre la population civile pour venir à bout de la résistance palestinienne. Alors qui pourra encore nier l'existence du peuple palestinien après tout cela ?

Saïda vient d'entrer dans l'histoire comme le ghetto de Varsovie y était entré en cette année 1943 où il y avait bien longtemps que le monde avait capitulé devant le monstre hitlérien.

N'en déplaise à Bernard Henri Lévy et consorts, l'armée israélienne est une armée d'occupation comme toutes les armées d'occupation. Tout le reste est du vent ! Rien ne peut justifier aujourd'hui le comportement des soldats Israéliens. Près de quinze mille morts et blessés en dix jours, ça suffit !

Trente quatre ans d'escroquerie morale que l'on nous rabache l'holocauste comme justificatif à tout ce que fait Israël. Non ! Trop, c'est trop ! Les survivants de l'enfer à Saïda, eux aussi se souviendront à leur manière...

Farid Aïchoune

LE GHETTO

Juin 1943 : Depuis deux semaines les bombardements violents d'artillerie, les pilonnages de l'aviation ont repris, écrasant le ghetto de Varsovie sous les bombes. Les résistants juifs se battent à un contre vingt, panzers contre fusils, désespoir contre arrogance. Le monde est indigné.

Juin 1982 : Depuis dix jours l'armée israélienne, froidement, méthodiquement, quartier par quartier, immeuble par immeuble, broie Saïda sous les bombes. Les résistants palestiniens et libanais se battent à un contre vingt, fusils contre phantoms, désespoir contre arrogance.

La science de la tuerie a progressé. Bombes à billes et mêmes antipersonnelles parachèvent le travail. Ici aussi, femmes, enfants et vieillards meurent par centaines.

Les dirigeants arabes laissent faire. L'opinion internationale, sélective, est indifférente.

Triste retour de l'histoire. Les juifs sionistes d'Israël ont trouvé leurs juifs à exterminer. Le monde est-il indigné ?

Aïda Ammour



Au 10^{ème} jour, Beyrouth résiste toujours. Elle est plus que jamais le symbole d'une résistance acharnée...

Une ville déchirée, meurtrie...

Mardi 16 juin la correspondante de l'AFP raconte Beyrouth déchirée...

Plus que jamais depuis huit ans, le siège de Beyrouth ouest aura mis en évidence la cassure qui sépare la capitale Libanaise en deux, l'est ayant vécu cette « semaine terrible » presque tout à fait normalement alors que l'ouest brûlait.

Maintenant que le canon a cessé de tonner et que le cessez le feu très relativement respecté depuis samedi soir permet à la population et aux combattants de respirer les problèmes politiques de fond vont se poser. Or, « la guerre des sept jours » a montré que le remodelage politique du Liban n'est pas chose aisée, et que les problèmes des uns ne sont pas ceux des autres.

Samedi encore, alors que 800 000 personnes à Beyrouth ouest vivaient les heures les plus terribles de la guerre, terrés dans les abris de fortune, assiégés par les israéliens qui bombardaient les quartiers intra muros par terre, par air et par mer, la partie est (chrétienne) de Beyrouth ne participait à la guerre que par le bruit des chutes d'obus ou de fusées, la vue des incendies se déclarant un peu partout de « l'autre côté », pourtant distant de 2 à 3 Km à peine, ou par le fait que plus personne ne pouvait plus traverser par la seule voie de passage du musée, dont la partie ouest était bombardée.

Dans les rues les plus proches de la ligne de démarcation, il fallait quand même s'abriter aussi des chutes d'obus ou d'éclats des tirs de

la DCA des forces palestino progressistes.

Pour le reste, et à l'exception des coupures de courant et d'eau qui affectent la totalité de la capitale libanaise, la population de Beyrouth est n'a pas vécu le drame.

Une habitante d'Achrafiyeh (Beyrouth est), contactée par téléphone, affirme samedi que la vie était toujours aussi organisée qu'avant. « Nous ne manquons de rien. Les légumes sont seulement devenus plus chers. Nous avons le gaz domestique, l'essence et le pain. La vie nocturne n'est plus la même, certes, et rares sont les personnes qui sortent encore la nuit ».

Elle affirme quand même qu'elle se pose des questions sur l'avenir du Liban. « Il y a parmi nous certains qui disent que c'était le seul moyen de se débarrasser des Palestiniens. Mais beaucoup pensent que les israéliens y sont quand même allés un peu fort et que les populations civiles devaient être épargnées », souligne-t-elle.

Témoin de la cassure réelle qui existe entre l'est et l'ouest ; samedi matin, une revue, paraissant à Beyrouth est, publiait sur deux pages des photos d'un bal masqué « époustoufflant » dans une boîte de nuit au nord est de Beyrouth. Le jour où se déroulait le bal, 100 personnes étaient tuées et 140 autres blessées dans les raids aériens israéliens sur Beyrouth et le Liban.

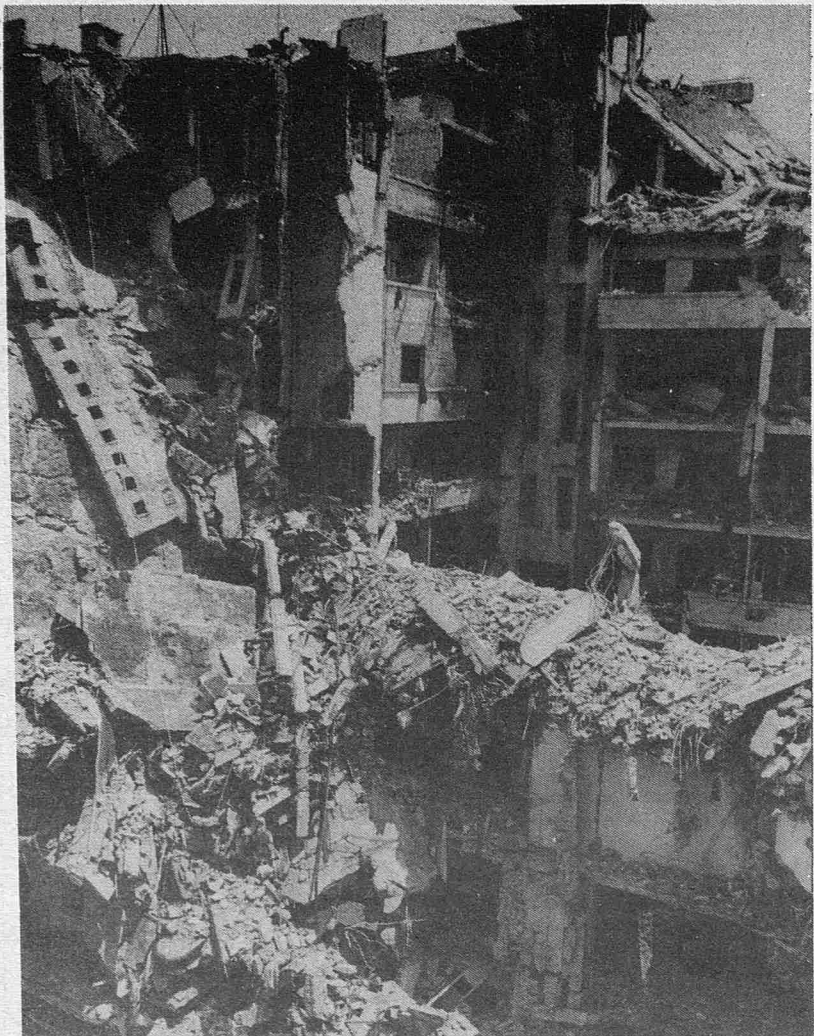
Sur deux autres pages s'égalait un article sur « Jane Birkin, très rétro dans : meurtre au soleil : et très punk dans : Nestor Burma ».

Les chrétiens ont certes vécu un drame réel l'année dernière, lorsque les forces syriennes pilonnaient les quartiers de Beyrouth est et la ville de Zahlé (centre du Liban) qu'elles avaient assiégée alors que le reste du pays vivait normalement. Durant les deux mois les plus forts de la crise syro chrétienne en mai et avril 1981, 714 personnes avaient été tuées, selon la police Libanaise.

Ce chiffre, si important soit-il, est sans commune mesure avec celui des victimes de l'invasion israélienne. Selon un bilan encore très approximatif, les voies de communications avec tout le sud du pays étant coupées, le croissant rouge Palestinien faisait état il y a trois jours de dix mille tués et blessés. A Beyrouth seule, le nombre des morts s'est élevé au cours des seules journées de vendredi et samedi à 150 tués. Enfin, Israël a pratiqué une véritable politique de la terre brûlée de sa frontière nord jusqu'à Beyrouth, faisant intervenir l'artillerie, l'aviation et la marine.

La cassure est enfin encore grande au niveau des partis politiques. Alors que les organisations politiques de tous bords, à Beyrouth ouest, participaient, bien que de manière inégale à la défense de la cité ; les milices chrétiennes bien organisées de M. Bechir Gemayel se tenaient l'arme au pied et leur chef réclamait la formation d'un gouvernement d'Union Nationale.

Mouna Nabaa



habitations civiles bombardées « Des objectifs militaires » disent-ils

La cassure d'un peuple

Beyrouth meurtrie est déjà le 10 juin un symbole tragique des destruction et de la guerre...

Six cent mille habitants environ (400 000 à l'ouest et 200 000 à l'est) à la fois capitale du Liban et centre des affaires et du commerce arabe, Beyrouth, menacée d'occupation par les israéliens, est coupée en deux depuis 1976.

Un no man's land d'environ 8 Km de long sur un de large, sans mur ni barbelé, sépare en effet quasi hermétiquement les quartiers chrétiens à l'est des quartiers à majorité musulmane à l'ouest. Cette longue cicatrice, où la ligne de démarcation part du port, traverse le vieux centre et zigzague à travers la rue de Damas, grande artère de la capitale, longe ensuite le musée national pour aboutir à la banlieue sud est. La on retrouve la division confessionnelle entre les deux quartiers populaires d'Ain El Rommane !! (chrétien) et de Ghayah (musulman).

A Beyrouth ouest se trouve, dans un faubourg sud de la capitale, le quartier de Fakhani, plus connu sous le nom de « quartier de l'université arabe ». Véritable creuset de population musulmane, il abrite les quartiers généraux des plus importantes organisations Palestiniennes. On y trouve une énorme concentration d'habitations, édifiées dans des rues étroites, perpétuellement congestionnées par une intense circulation automobile.

Dans ce même quartier, se trouvent l'agence palestinienne « Wafa », la station de radio « Voix de la Palestine » et le bureau

d'information de l'OLP. Beyrouth ouest, habité par 200 000 chrétiens et les islamo progressistes, est contrôlé par l'armée syrienne.

A Beyrouth est, contrôlé par les forces libanaises (chrétiens conservateurs), la ville s'ouvre sur le port, situé à proximité du vieux centre ville, détruit et abandonné.

L'enceinte portuaire est parcourue par une muraille de plusieurs mètres de haut, édifiée avec des containers abandonnés, pour protéger la petite foule des dockers, employés et douaniers. Les lourdes grilles, à ses deux extrémités, sont fermées. Dans les bassins, des carcasses rouillées, à moitié échouées.

Au sud du port, se trouve la place des canons, connue aussi sous le nom de place des martyrs, en mémoire des 11 libanais pendus par les turcs en 1715. Cet ancien noeud de communications n'est plus utilisé. L'hippodrome, proche de la « résidence des Pins », qui est le siège de l'ambassade de France, est situé presque sur la ligne de démarcation. Les courses y rassemblent souvent le dimanche, Beyrouthins des 2 zones.

Le Palais Présidentiel est situé sur la colline de Baabda, à une dizaine de Km de Beyrouth.

Il y a encore 10 ans, vitrine étincelante du monde arabe, notamment aux plans financier et culturel, Beyrouth, meurtrie, est aujourd'hui le symbole tragique des destructions et de la guerre.

A.F.P.

Bâton à la main, une femme fuyant Beyrouth dévasté : Vers quel exil ?



résistance

Dix jours de bombardements sauvages n'ont pas mis Beyrouth-ouest à genoux. La résistance est debout. Elle est partout... A beyrouth-est, l'heure de la collaboration a sonné.

Dans la banlieue de Beyrouth



Fusil-mitrailleur pointé : Beyrouth se défend.

L'envoyé spécial de l'AFP est dans la banlieue de Beyrouth, bombardée sauvagement le 10 juin.

Des roquettes fusent dans tous les sens, surgissant d'un nuage de fumée qui enveloppe un immeuble incliné, à 45 degrés : un dépôt de munitions situé à la périphérie sud de Beyrouth a été touché par l'aviation israélienne, jeudi en milieu de journée.

Les roquettes viennent exploser au pied des habitations du Ouzai' aux portes de la capitale libanaise le long de la route descendant vers le sud.

À l'ouest de cette route, la mer et la menace des vedettes israéliennes, à l'est des colonnes de fumée noire s'élèvent des objectifs atteints par l'aviation israélienne qui n'a cessé, jeudi, de bombarder la région côtière, de Damour (17 Km de Beyrouth) jusqu'à la capitale elle-même. Une bombe est tombée sur la grande avenue du bord de mer, tandis que d'autres quartiers de Beyrouth ouest étaient également touchés, comme le quartier dit « de L'UNESCO » ou la région de Fakhani université arabe, quartier général palestino progressiste.

À Khalde, à 4 Km seulement de Beyrouth, la côte disparaît par intermittence sous la fumée des bombardements. Les cibles des avions israéliens forment un axe qui, partant de Khaldé, remonte jusqu'à la capitale en suivant à peu près la route de l'aéroport, le golf club et la cité sportive, détruite vendredi dernier.

Les faubourgs sud de Beyrouth, extrêmement animés il y a quelques jours encore, sont totalement déserts. Les habitants ont fui ou se terrent chez eux, ainsi

des miliciens, selon lesquels les troupes israéliennes lancent depuis ce village des pointes en direction du nord, vers Beyrouth, mais sont arrêtées dans leur progression par les « Forces communes » (Palestino progressistes) et les syriens.

Aboul Al Assad (« le père du lion »), 21 ans, se bat depuis trois ans dans les rangs palestiniens. Il est Égyptien et considère que c'est son devoir d'Arabe de défendre Beyrouth contre les envahisseurs israéliens. Avec quelques uns de ses camarades, il se détend dans la seule échoppe ouverte sur la route du sud, entre Beyrouth et Khaldé. Un rideau de fer vibre comme un roulement de tambour à chaque explosion de bombe. Un milicien fait sa toilette calmement torse nu sur la route fréquemment survolée par les chasseurs bombardiers israéliens.

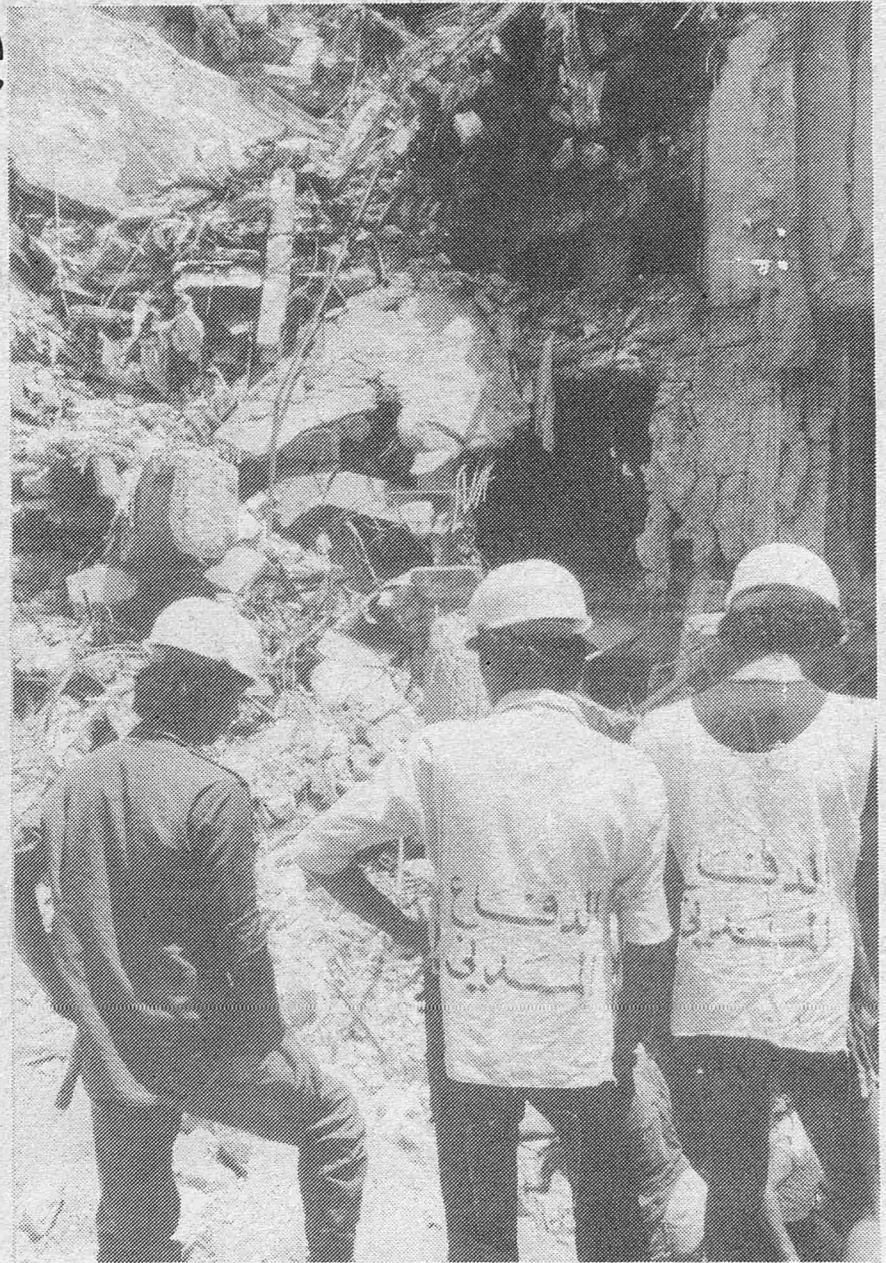
Selon Aboul Assad, les défenseurs de Beyrouth auraient reçu des renforts, notamment des palestiniens venus de Jordanie. Un peu plus loin, sur la route, un groupe de miliciens du mouvement « Amal » (Chiite Libanais) trouve le temps de poser devant un photographe en faisant des mimiques comiques.

Contemplant les spectacles de désolation qu'offre maintenant la route du littoral, un homme est assis, devant une petite baraque en tôle ondulée, le dos à la mer, un chien à ses côtés. Il reste immobile, suivant seulement des yeux les quelques voitures de miliciens passant à grande vitesse entre deux vagues de bombardements sur Khaldé tout proche.

Yves Heller



Chaque coin de rue défendue...



Les secours de « la Défense Civile » de Beyrouth face aux décombres.

La terreur des bombardements

Le cessez-le-feu entre Israël et la Syrie est proclamé. Mais il ne s'applique pas aux habitants de Beyrouth le 12 juin dernier...

À l'annonce du cessez-le-feu établi il y a 24 heures entre Israéliens et Syriens, rien n'a changé pour un million de Beyrouthins entassés dans des conditions dramatiques sur quinze kilomètres carrés.

L'état de fer et de feu établi par les israéliens autour de la capitale Libanaise se resserre chaque jour un peu plus. À 9h10 locales samedi matin (7h10 GMT), les chasseurs bombardiers israéliens ont à nouveau frappé durement des quartiers déjà touchés jeudi et situé à la limite du Beyrouth intra muros. Une heure après, les avions israéliens survolaient toujours la capitale, provoquant des tirs de moins en moins nourris de la défense anti-aérienne palestino progressiste.

Peu auparavant, entre 6h00 et 7h00 locales, l'artillerie avait repris son pilonnage des abords sud de Beyrouth, dans la région de Khaldé. La veille au soir, l'aviation avait lancé, en trois vagues successives, une pluie de fusées éclairantes sur le centre de Beyrouth, donnant à cette ville à moitié morte une apparence de vie totalement surréaliste. Pendant ce temps, les incendies allumés par les obus israéliens, dans l'après-midi, sur les collines ceinturant Beyrouth

au sud et au sud-est formaient un impressionnant arc de feu.

Le nombre des tués et des blessés ne cesse de croître. Rien que les trois bombardements qui ont précédé le « cessez-le-feu » ont fait 45 morts.

Avec un automatisme lugubre, les ambulances jaillissent dans les rues dans un hurlement de sirènes quelques minutes après chaque bombardement.

Au fur et à mesure que la vraie, défense anti-aérienne palestino progressiste est muselée par les bombardements israéliens, elle est remplacée par les fusillades désordonnées de quiconque porte une arme à Beyrouth : Kalachnikov contre phantoms, voilà à peu près le rapport des forces dans le ciel de Beyrouth.

Les nerfs des Beyrouthins commencent à craquer. Leurs réactions échappent peu à peu à toute logique. Hier soir, six personnes sont mortes dans l'explosion d'un immeuble dynamité. Raison : le propriétaire avait refusé d'accueillir des réfugiés.

Beyrouth est assiégé, mais dans ce siège hors du commun, il n'y a pas de responsable de l'état de siège.

D.

Dans Beyrouth presque rasée, un peuple survit ...

Beyrouth Ouest, une peau de chagrin



Démunies, spoliées, agressées, ces familles fuient le massacre.

Beyrouth le 14 juin offre le triste spectacle d'une ville assiégée, ravagée par les bombardements aveugles de l'armée israélienne qui ont déjà fait des milliers de morts...

Beyrouth ouest assiégée voit diminuer chaque jour un peu plus son espace habitable à mesure que les bombes et les obus israéliens se rapprochent du centre de la ville.

Chaque jour, de nouveaux quartiers sont évacués par leurs habitants et les zones non sûres où la population civile n'ose plus mettre les pieds, s'élargissent.

L'exode, parti il y a neuf jours du quartier de Fakhani cité sportive à la suite du premier bombardement israélien sur Beyrouth, s'est poursuivi par le secteur de l'université arabe, puis par les abords de l'aéroport, pour remonter par le bord de mer, jusqu'au port de Beyrouth.

Dans ces quartiers maintenant totalement déserts, les immeubles sont pratiquement vides et seuls les miliciens osent s'y aventurer. Ils ont pris position à chaque carrefour important du centre, aguerris par plus de sept ans de guerre civile et de combats divers, ces miliciens ont participé ces derniers jours aux combats syro palestiniens qui avaient repoussé jusqu'à samedi deux tentatives de percée au sud de l'aéroport et au moins six débarquements israéliens.

Les habitants des quartiers visés par les bombardements israéliens, auxquels se sont joints ceux des localités du sud de Beyrouth également touchés par les combats,

comme Doha, Aramoun, Khalde, Ouzai, se sont repliés vers le centre de Beyrouth ouest, qui n'a d'ailleurs pas été épargné ces deux derniers jours. Quarante cinq personnes ont trouvé la mort vendredi, dans les quartiers populaires de Basta et Bourj Abou Haidar, à la suite de raids de l'aviation israélienne.

Chaque jour voit arriver son nouveau lot de réfugiés, errant dans Beyrouth ouest à la recherche d'un logement vide que les miliciens qui les accompagnent se chargent de réquisitionner. Après les jardins publics, les esplanades situées devant certains immeubles modernes sont transformées en camps de réfugiés. Des halls d'entrée sont occupés par des familles entières, qui y ont étalé les quelques biens qu'elles ont réussi à emporter.

Jour après jour, la tension, l'anxiété montent à Beyrouth ouest. Aux bombardements, au bruit de la canonnade, au son des sirènes d'ambulances, s'ajoutent les nombreuses rafales d'armes automatiques et retentissent dans les rues. La vie quotidienne devient de plus en plus difficile. L'électricité est coupée pendant la plupart du temps. L'eau, le pain manquent. Des files s'allongent devant les boulangeries.

Dans les quartiers encore « vivables », qui représentent main-

tenant moins de la moitié des 15 km² de la surface globale de Beyrouth ouest, l'activité est extrêmement réduite.

Privés de pratiquement tout service public, les habitants de Beyrouth ouest sont d'autant plus exposés qu'aucune sirène ne les prévient de l'arrivée des avions israéliens, qu'ils n'ont pas d'abris anti-aériens et qu'ils ne peuvent compter sur aucune organisation centrale des secours.

Ceux-ci sont assurés par des équipes appartenant aux différentes milices et qui ne disposent que d'un équipement rudimentaire.

La croix rouge libanaise parvenait encore samedi à faire face à la situation, tentant de coordonner son action avec les autres organisations de secours. Son principal problème réside dans la difficulté pour les sauveteurs de parvenir jusqu'aux zones bombardées et de canaliser les initiatives des autres organismes de secours. Quant aux hôpitaux, ils sont arrivés, jusque là, à répondre aux besoins.

Contrastant avec le visage qu'offre maintenant Beyrouth ouest, Beyrouth est (chrétien), connaissait jusqu'à samedi une activité quasi normale et seules les écoles étaient fermées.

Yves. Heller



Des centaines de réfugiés nomades malgré eux...

Au troisième jour de l'invasion israélienne au Liban, des centaines de réfugiés libanais et palestiniens errent à la recherche d'un refuge dans Beyrouth dévasté.

Nomades bien malgré eux, expulsés plusieurs fois de leurs demeures par les bombardements aériens israéliens des derniers jours. Des centaines de réfugiés libanais et palestiniens de la périphérie sud de Beyrouth ont trouvé refuge dans un jardin public du centre de la capitale.

Ils vivent là, dormant à la belle étoile, couchés sur de minces couvertures grises, entourés de leur batterie de cuisine, d'énormes sacs de pain, de pots de sucre, de café, ou de thé, en attendant que les raids israéliens cessent et qu'ils puissent réintégrer leurs foyers.

La plupart ont carrément décidé d'élire ici un domicile provisoire. Toute la famille y compris les grands parents, la tante ou l'oncle, et les cinq à six enfants s'est installée sur deux ou trois mètres carrés entre deux arbres. Le linge est étendu sur les branches desséchées, dans ce jardin si mal entretenu à l'origine que les plantes y survivent à peine et qu'aucun feuillage ne vient les couvrir de son ombre.

Une seule famille, sans doute plus aisée que les autres, a dressé une tente rouge écarlate, qui tranche singulièrement avec le désordre ambiant.

Certains arrivent au lever du jour : « Depuis vendredi dernier, lorsque l'aviation israélienne a bombardé la périphérie de Beyrouth, nous juyons tous les jours notre maison à 1h00 du matin pour venir nous réfugier ici », déclare Fatma.

« Nous rentrons chez nous seulement lorsque la nuit noire est tombée pour être sûrs qu'ils (les avions bombardiers israéliens) ne reviendront plus », ajoute-t-elle.

Le mari est chauffeur de taxi. Il continue à travailler le jour après s'être assuré que les siens sont à l'abri et il les rejoint à la tombée de la nuit.

Leurs voisins d'infortune campent dans leur camionnette. Côté jardin, ils ont installé le nécessaire de cuisine et quelques chaises. Ils attendent eux aussi que l'orage passe.

Libanais sunnites et chiïtes, ou palestiniens, ils sont mêlés dans le même creuset de l'infortune et partagent la même malchance d'habiter à proximité ou à l'intérieur des camps de réfugiés

palestiniens. Ils racontent qu'ils ont eu très peur vendredi, que chacun d'eux a voué son âme à Dieu et attendu la mort.

Ils disent que de nombreuses familles se sont également réfugiées à la belle étoile, sur le bord de mer, dans ce vieux quartier de Seitoune, jadis centre de la vie nocturne à Beyrouth, et devenu depuis 1975 un véritable champ de ruines que hantent déjà depuis plusieurs années des squatters d'autres régions sinistrées.

Les habitudes ont la vie dure dans ce jardin public devenu camp de réfugiés. La radio hurle des airs à la mode, les jeunes filles sont endimanchées, les enfants jouent comme si de rien n'était.

La population du Liban sud, elle, n'a pas eu la possibilité de fuir. Les bombardements aériens israéliens ont coupé les routes. Un autocar transportant des écoliers et plusieurs voitures de tourisme ont été touchés ou détruits et leur occupants tués.

Samedi soir, au coucher du soleil, alors que fumaient encore les incendies allumés par les raids aériens israéliens, l'autoroute du sud, jusqu'à Khaldé, offrait un spectacle de mort saisissant.

Sur cette route, d'ordinaire si animée, bordée de part et d'autre à la fois par des bidonvilles et de grands immeubles, il n'y avait pas âme qui vive à l'exception des miliciens qui organisaient ou interdisaient le passage. Peu ou pas de véhicules non plus, sauf les camionnettes transportant des batteries de DCA, et des ambulances carrés au bord de la chaussée, attendant de voler au secours des victimes du futur bombardement.



diaspora

Les palestiniens: «Un peuple né dans l'impasse»

Depuis 1948, les palestiniens ont eu un but: survivre avant de s'organiser. Mais dès qu'ils ont commencé à s'organiser tous les états de la région ont essayé (Israël compris) de les décimer. En vain jusque là, car la volonté de survivre est plus forte que tous les complots passés et à venir ...

La diaspora Palestinienne

La diaspora Palestinienne est contemporaine de la création de l'Etat d'Israël, en 1948, qui s'est accompagnée de l'exode d'une bonne partie des trois millions d'arabes qui vivaient alors sur l'ancien territoire de la Palestine du mandat britannique.

Dans l'espoir d'un retour qui deviendra au fil des ans de plus en plus hypothétique, la première vague de réfugiés s'est principalement établie dans les pays limitrophes du nouvel état hébreu: Jordanie, Syrie, Liban et, dans une moindre mesure, Irak et Egypte. Ils seront rejoints dix neuf ans plus tard par une nouvelle vague en provenance essentiellement de Cisjordanie et de Gaza passées, lors de la défaite arabe de 1967, sous le régime de l'occupation israélienne.

Près de deux millions de palestiniens dépossédés de leurs biens et expulsés de leur pays vivent depuis des subsides de la communauté internationale dans 61 camps de fortune aménagés par l'UNRWA, (office de secours des Nations-Unies pour les réfugiés Palestiniens). 700 000 d'entre eux en Jordanie, 370 000 à Gaza, 335 000 en Cisjordanie, 230 000 au Liban et 215 000 en Syrie.

Les soubresauts du conflit israélo arabe, notamment la guerre Jordano Palestinienne, en septembre 1970, la guerre du Liban depuis

1975, l'agitation en Cisjordanie, ont entraîné un nouvel exode de la population palestinienne vers les pays du golfe et les Etats-Unis.

Quatre cent mille palestiniens, pour la plupart porteurs de passeports Jordaniens, ont élu domicile en Arabie Saoudite, le plus riche des Etats-Arabs, 250 000 au Koweït, et 4 000 à Bahrein et au sultanat d'Oman. Mais dans ces monarchies pétrolières, dont certaines sont nouvellement indépendantes, ils jouent un rôle dynamique dans l'administration publique et les affaires.

Farouchement nationalistes, ils acquittent des impôts à l'OLP qu'ils considèrent depuis le déclenchement de la guérilla, en janvier 1965, comme le symbole de la renaissance du peuple palestinien. Dès l'offensive israélienne contre Beyrouth, il y a six jours, plusieurs centaines de jeunes palestiniens se sont portés volontaires pour le front. Un premier groupe d'environ 200 a quitté Abou Dhabi jeudi pour le Liban, tandis que des collectes de fonds et de sang étaient organisées dans tous les Emirats.

Sur les 2,5 millions d'Arabo-Américains, les Etats-Unis comptent plus de 100 000 palestiniens et le Canada 8 000 dont plusieurs universitaires de renom, tels le professeur Hicham Sharabi, et l'orientaliste Edward Said.

Cinquième par ordre d'importance numérique parmi la communauté Arabo Américaine, (américains d'origine arabe ou arabes résidant aux Etats-Unis), les palestiniens exercent des activités très diverses: professions libérales, (avocats, médecins, ingénieurs), homme d'affaires, mais aussi travailleurs du secteur secondaire ou tertiaire.

Une centaine de clubs ou d'organisations palestiniennes, regroupés au sein de la « Palestine Congress Of North America », ont été constitués dans l'ensemble des Etats-Unis, que beaucoup de palestiniens et d'arabes considèrent comme le principal fief de l'« ennemi sioniste ». Sans influence réelle sur la vie politique américaine, leurs activités sont sans commune mesure avec les organisations juives américaines. L'OLP, pour sa part, dispose à Washington et à Montréal d'un bureau d'information, sans statut officiel.

Enfin, en Amérique Latine, les 400 000 palestiniens du Chili, les 40 000 du Brésil, et les 10 000 en Colombie vivent parfaitement intégrés dans leur pays d'adoption où l'OLP ne dispose pas de représentation officielle.

A.F.P.



Arafat : Le doigt pointé vers où ?

La tragédie Palestinienne

Pour la troisième fois en une génération, les palestiniens se retrouvent devant le même dilemme: l'exil ou la mort. Aujourd'hui, à Beyrouth, au terme de 35 ans de pérégrinations sanglantes qui résument tout autant les divers chapitres de la guerre entre Israël et les Arabes que ses retombées inter-arabes, les observateurs constatent qu'ils n'ont plus apparemment la possibilité d'exercer un choix: en face les israéliens, à l'est les phalangistes chrétiens, abandonnés par les arabes et la communauté internationale, ils ne trouvent plus d'issue.

Ce « Peuple né dans l'impasse », selon l'expression du numéro deux du Fatha, Abou Iyad, risque à nouveau de faire les frais d'une « impasse » des grandes puissances, qui pour parvenir à un règlement au Proche-Orient, pourraient faire passer par profits et pertes les intérêts vitaux des palestiniens.

Sur les trois millions d'arabes que comptaient la Palestine en 1948, date de la Fondation de l'Etat Hébreu, il n'en reste plus que 600.000 concentrés autour de Nazareth, en Galilée, autant en Cisjordanie et à Gaza, qui sont soumis depuis 1967 à un régime d'occupation.

Les autres Palestiniens ont pris le chemin de l'exode, principalement dans les Etats Limitrophes d'Israël. Près de deux millions de réfugiés, vivant dans 61 camps, étaient immatriculés

auprès de l'office de secours des Nations-Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), dont plus de 700 000 en Jordanie, 370 000 à Gaza, 335 000 en Cisjordanie, 230 000 au Liban et 215 000 en Syrie.

Affaiblis en Jordanie, en 1970, au cours des combats sanglants de « Septembre noir », engagés depuis 1975 dans une éprouvante guerre au Liban, muselés par les syriens et harcelés par les israéliens, les Palestiniens demeurent cependant solidaires dans l'épreuve, en dépit de leur dispersion, de la diversité de leur situation sociale, ou de leurs divergences idéologiques.

C'est ainsi qu'au plus fort des troubles de Cisjordanie, en avril dernier, alors que l'armée israélienne s'employait sans ménagement à mettre en place les structures administratives de l'autonomie palestinienne, les maires élus de la rive occidentale du Jourdain, suivis par les arabes de nationalité israélienne, proclamaient, non sans risques, leur attachement au symbole de leur identité nationale: l'organisation de libération de la Palestine et à son chef, M. Yasser Arafat.

Quinze ans après la débâcle arabe de la guerre de juin 1967, les Fedayine, qui pour beaucoup dans le monde arabe ont incarné le réveil de la conscience nationale, ne lachent pas prise à Beyrouth, qui constitue leur ultime retranchement.

A.F.P.



La résistance palestinienne est toujours là

Drôle de manif

Drôle de manif. Deux à trois cent personnes, peut-être, silencieuses, face au cordon de CRS débouillonnés qui bloquent l'accès à l'ambassade. Les panneaux : « Des juifs contre la répression ! Des juifs pour l'avenir d'Israël ! »

Derrière, les cris « Israël vivra ! » un groupe de cinquante jeunes sépharades contre-manifestants, venus de Bellville, de Barbès. Les discussions violentes, par petits groupes : « Mal circonscrits ! Comment pouvez-vous manifester contre Israël ? » « Provocateurs ! Fascistes ! » « Et la charte de l'OLP, tu la connais ? ». A nouveau le slogan, dès qu'un juif « de gauche » fait mine d'empoigner le mégaphone : « Israël vivra ! ».

Quelque part dans la foule, Jankélévitch est venu, malgré les coups de téléphones dissuasifs. D'autres groupes, eux, font défaut, qui avaient appelés au rassemblement. Malaise. Tout se mélange : le « sionisme socialiste » des premiers temps, Begin, luttes de classes, discrimination raciale. Morale : « Notre manifestation contre la répression au Liban est morale avant d'être politique ». « Des juifs qui font des saloperies, il y en a autant que dans d'autres ethnies ». « Comment des juifs peuvent-ils opprimer ? ». « Les juifs aussi ont le droit de s'exprimer ! ». Un gifle claque quelque part : « Tu as de la chance d'être une femme, salope ! ». « On ne va pas se casser la gueule entre juifs ? ». « Moi, si j'étais Palestinien, je serai à l'OLP ! ». D'un côté les jeunes sépharades de Barbès, blouson de cuir, jeans ; le « sous-prolétariat dépolitisé » selon l'expression de Jacques Hassoun ; de l'autre ashkénazes ou sapharades c'est le type de l'intellectuel correct, occidental. Sage : « Vous savez, nous n'avons pas l'habitude d'aller manifester ». La police matraque sortie, raccompagne les premiers. Et si derrière le conflit qui a opposé manifestants et contre manifestants, il y avait conflit de classes ? « Ce serait terrible... Mais vous savez, il faut sortir des schémas marxistes... »

M.W.

Marc Weitzmann



Jérusalem au quotidien

Begin a décidé de baptiser l'invasion du Liban et le génocide palestinien « Paix pour la Galilée ». Or, cette dénomination ne résonne pas seulement comme une vaste ironie. C'est aussi l'illustration de tout un concept qui renvoie la paix (la vraie), au monde du mythe. Ben Gourion ne disait-il pas que le plus grand danger pour Israël était « le danger de paix ? »

Massada ou « Israël en danger de paix ».

Sionistes et antisémites ont vite fait l'amalgame entre juif et israélien. Pour les uns comme pour les autres, le statut de juif ne peut se concevoir qu'à l'intérieur de frontières précises. Il faut se méfier de cette schématisation qui risque avec la haine accumulée de voir se dresser

Aristote, Socrate et les autres. Plus tard, en Europe orientale, se forme le Chettle ashkenaze véritable état dans l'état, qui jouira d'une incomparable autonomie, sous l'autorité des rabbins et du Talmud, dans lesquels la communauté investit tout son capital culturel, comme tout peuple qui n'a

de cette crise d'identité d'une incroyable profondeur.

Pour comprendre le sionisme et le soutien, jusqu'à ces derniers temps en tout cas, d'une communauté juive qui n'émigre pourtant pas, il est nécessaire, me semble-t-il, de prendre en compte le fait que le sionisme est né pendant la remise en cause de la tradition talmudique, d'une part, et les pogroms consécutifs à la formation des états modernes de l'autre. Face à cette crise, deux solutions, aussi radicales l'une que l'autre, se dégagent. Maintenir la tradition envers et contre tout, et c'est ce que choisiront, par exemple, les communautés qui viendront s'installer en Allemagne ; ou l'assimilation totale, la complète adoption des valeurs occidentales, qui sera le choix, entre autres de... Herzl. Le père du sionisme est en effet le type même du juif assimilé, qui n'a que faire d'une tradition religieuse qu'il connaît mal, et il lui faudra le procès de Dreyfus, un autre assimilé et ce n'est pas un hasard, pour qu'il se pose des questions sur sa judaïté. Seulement Herzl et tous les fondateurs de l'idéologie sioniste ne voient le judaïsme que de l'extérieur, en assimilés, et entretiennent de fait, des rapport complexes avec les antisémites. En substance, Herzl répond aux antisémites : « C'est vrai, les juifs ne sont pas normaux, mais donnez leur un état, et ils le deviendront ». Ce rapport aux antisémites ira si loin, qu'en 35 en plein régime nazi, Ben Gourion s'écriera : « Si nos frères ont le choix entre le sauvetage physique et la sauvegarde de l'Idée (sioniste), ils choisiront la première solution ». Il faut qu'ils restent en Allemagne, les persécutions sont nécessaires. Herzl, quelques années plus tôt, devant le peu de succès que rencontrait le sionisme dans la communauté : « Nos frères n'ont pas assez souffert. Ils ne sont pas encore mûrs pour l'Idée ». Le sionisme, et plus tard Israël, apparaît alors comme le pur produit d'un fantasme : la volonté de matérialiser une identité qui s'enfuit. Un troisième temple.

Mais ce qui existe de façon concrète, par contre, en Israël, c'est un groupe social, avec sa problématique, ses luttes de classe auxquelles s'ajoutent, en l'occurrence, une discrimination raciale de fait entre les sépharades méditerranéens et les ashkénazes « occidentaux », fondateurs, dans la région, du modèle de l'état nation. Or, cette problématique sociale, contraire au fantasme sioniste, vient buter sur le conflit Israël/Palestine : On a vu, au moment de l'invasion du Liban, que tout mouvement de grève était



Manifestation pacifiste : « Begin, ne regarde pas en bas !! »

l'une contre l'autre mosquée et synagogue, reprenant à leur compte le conflit qui déchire sionistes et Palestiniens.

L'état d'Israël est la concrétisation d'une doctrine précise, le sionisme, doctrine née en réponse à un problème historique, et qui affecte au départ une fraction de la diaspora ashkenaze. C'est dire que pendant des siècles, les juifs ont vécu sans être sionistes, et, mon Dieu, pas toujours si mal : en Andalousie, tandis que l'Europe se débattait dans son moyen-âge obscurantiste et fanatique, juifs et musulmans traduisaient et commentaient, en arabe, Platon,

d'autre enracinement possible que sa religion.

Dans le courant du XVIII^e siècle, le malaise devant l'autorité rabbinique déjà perceptible deux cents ans plus tôt, explose en une remise en cause d'autant plus fondamentale qu'elle entraîne celle de toute la culture judaïque. Le problème, c'est qu'à cette crise vient s'ajouter, à travers le démentellement de la Pologne, la formation des états-nations et son cortège de pogroms, qui pousse le Chettle à l'émigration vers l'Occident et l'Amérique. Tout le XIX^e siècle, celui du sionisme, est l'histoire de cette émigration,

diaspora

La communauté juive face au Liban :

Les premières fissures

Face à l'agression israélienne au Liban, les intellectuels juifs de gauche mettent l'accent sur divers aspects. Pour Jacques Assoun, cette guerre « déchire » l'identité juive, pour Maxime Rodinson, elle procède d'une logique interne

de l'état d'Israël et il faut se sortir de ce « guêpier ». Pierre Vidal Naquet, enfin, voit dans la manifestation des juifs contre la politique israélienne, la violation d'un tabou et l'émergence d'un mouvement dont il faudra bien tenir compte.

Maxime Rodinson : le guêpier israélien

Rue Vaneau : Une cage d'escalier étroite. Au bout, l'univers incroyable de Maxime Rodinson. Un passage entre deux montagnes de livres, deux fauteuils rapés et me voilà, dans cette caverne d'Ali Baba littéraire, cernée par les titres et écrasée d'ignorance. Souriant et serein, Maxime Rodinson, ce routard de l'histoire, ex-membre du Parti Communiste et anti-sioniste « de naissance » se félicite de cette prise de conscience juive :

« Jankélévitch, autrefois un inconditionnel d'Israël, s'est lui aussi désolidarisé. En réalité, beaucoup de juifs sont anti-sionistes. Mais, autrefois, ils étaient très mal vus et ils se déclaraient souvent non juifs comme je l'ai fait pendant longtemps. Ce qui est nouveau, c'est l'opposition à Israël par des gens qui, eux, se déclarent juifs.

En fait, entre 1948 et 1967, la diaspora juive ne se sentait pas spécialement liée à Israël. Raymond Aron, par exemple, a écrit un article avant 67, dans lequel il se déclarait héritier de la culture française et étranger à Israël. A tel point que les Palestiniens ont reproduit cet article en brochure.

Le sentiment de double allégeance date de 67. La période

d'alignement de la diaspora juive à Israël ne dure que depuis 15 ans. J'ai même des textes de 1920 de l'Alliance Israélite - des textes prophétiques - qui condamnent le sionisme, considérant ses dangers et, notamment, celui de l'éveil du fondamentalisme musulman et des nationalismes.

Cette double allégeance, donc, est une situation très difficile. Israël devait fatalement prendre un jour des positions qui révéleraient les juifs. C'est le résultat d'une logique interne de cet état.

Pour moi, la création de l'état d'Israël a été une erreur historique et politique. Une très grave erreur. Mais je ne prêche ni la destruction, ni l'extermination. Les gens ont été entraînés par les idéologies. Ça arrive à tout le monde, si j'ose dire ! Moi-même, n'ai-je pas appartenu au Parti Communiste ?

Israël sème la destruction autour de lui et s'auto-détruit - Il faut les tirer de ce guêpier, le moins mal possible. Nos avertissements seront-ils entendus ? J'en doute, hélas. Mais ils sont nécessaires. On ne fonde pas la paix sur l'illusion de la force. Tôt ou tard, ils seront écrasés. Pensez que les Etats-Unis ont accueilli 500 000 immigrés

israéliens. Pour beaucoup, cette situation est intenable.

Beaucoup de juifs sont des désillusionnés du sionisme. Les intellectuels font du bruit comme au P.C. par exemple - mais les autres se retirent discrètement. C'est ce qui s'amorce. Sans compter, le processus d'assimilation, c'est-à-dire la proportion non négligeable de juifs, ne se déterminant plus par rapport au judaïsme. A plus forte raison, par rapport au sionisme !

Cela dit, tant qu'Israël vivra, une forte proportion de juifs sera solidaire de cet état.

Sans-Frontière : Vous pensez qu'Israël continuera sur ce chemin ?

M.R. : Je ne crois pas que cet état durera éternellement. Comment les arabes l'accepteraient-ils ? Cela dit, je n'avais pas prévu Sadate, par exemple. Peut-être que si on proposait aux Palestiniens un état en Cisjordanie, cette solution serait acceptée par beaucoup d'entre eux. Mais, on ne leur propose rien « d'acceptable », on continue de les pilonner !

S.F. : Identité juive et Israël, aujourd'hui, ça signifie quoi ?

M.R. Les israéliens se réclament de la communauté juive, ils se disent des nôtres, c'est un premier fait. Quant à la diaspora, elle se détermine comme juive, souvent par la religion. Certains se jugent membres d'un peuple dispersé. D'autres, enfin se désignent ou sont désignés comme juifs, du seul fait d'ancêtres connus, juifs. Israël prétend représenter les juifs. Aujourd'hui, des juifs se reconnaissant comme tels, ont opposé un démenti formel.

Propos recueillis par Fabienne Messica

Manifestation devant l'ambassade :

Une diaspora éclairée ?

Deux à trois cent personnes (cinq cent disent les organisateurs) : le chiffre n'a pas vraiment d'importance. Car cette diaspora juive manifestant contre Israël, c'est d'abord la violation d'un tabou, une « première fois » hautement symbolique. Malgré leurs division - certains se plaçant sur un plan purement moral, d'autres sur un plan politique - « ces juifs de gauche » se sont mis d'accord, tant bien

que mal, sur un texte, qui, si « batard » soit-il, a le mérite d'exister. Cette descente dans la

rue, c'est un premier round pour une diaspora qui refuse l'identification systématique à Israël.

Le point de départ, sans doute, d'une réflexion qui devra, demain se populariser et pénétrer toutes les couches de la diaspora juive.

J'étais toute fière en annonçant ce jour-là à ma mère « Des juifs vont manifester contre Israël ». Elle, les larmes aux yeux : « C'est horrible ce massacre au Liban. Ils sont devenus fous ! Maintenant, quand j'entends les informations, je me sens mal ! Enfin, méfies-toi quand même ce soir. Si le Bétar vient... de vrais fascistes ceux-là... ». Je ne peux pas m'empêcher de répliquer avec un petit sourire : « Ils ne taperont pas sur des juifs ».

Pas si sûr, mais enfin ! C'étaient ces images qui tournaient dans ma tête lorsque je rejoignais la manifestation des juifs devant l'ambassade d'Israël. Images d'un entourage familial. Ni politisé, ni intellectuel. Car certains réagissant en supporters d'Israël, d'autres en humanistes, scandalisés d'être associés, malgré eux, à un massacre.

Rue Rabelais, me voilà escortant une cinquantaine de jeunes qui s'agitent en criant des slogans. Des petits loubards entre seize et dix huit ans, ni majeurs, ni vaccinés et pas très chrono. Je ne distingue qu'un mot « Israël » et je dois

vraiment tendre l'oreille pour identifier le naïf : « Israël vivra ».

Devant l'ambassade, des gens venus manifester contre Israël forment un groupe assez homogène. C'est une autre génération. C'est surtout une incroyable concentration d'historiens, d'écrivains, de philosophes connus.

A ne plus savoir qui interviewer, les vaches ! Jankélévitch s'avance, un petit groupe agglutiné autour de lui. Surgit aussi le visage de Jean Daniel. Ça et là, on discute de l'appel. Signer ou ne pas signer ? La mention de l'état d'Israël n'est-elle pas en soi ?... etc... Ma petite maman n'y comprendrait rien et ma chère tante serait impressionnée par tous ces gens « connus ».

Dans le mégaphone, Bernard Chaouat tente de lire une déclaration tandis que les jeunes braillent toujours « Israël vivra » en distribuant des photos de couverture de Paris Match, montrant l'aviateur israélien « tombé » dans les mains des Palestiniens. Fanny, une sépharade, essaie de les faire taire : « Vous ne voyez pas que c'est une manifestation ? Laissez les gens parler ! ».

Elle est pivoine. Un peu plus loin, on se dispute copieusement sur le

thème : « Comment » un juif pourrait être fasciste ou « comment » un juif pourrait être contre Israël. Tout cela très confus, chacun ayant son idée sur les droits et les devoirs des juifs. Une chose en commun : d'une façon ou d'une autre, tout le monde se sent trahi.

Moi, je commence à me sentir isolée au milieu de « l'élite du peuple élu ». Aucune personne inattendue dans ce cortège... c'est alors qu'un visage flamboie, juste en face de moi... je me jette dans les bras d'Annie. Annie, c'est cette marocaine, professeur de français, ex-soixante huitarde, qui, quelques années auparavant, militait en Israël, aux côtés des panthères noires.

Décidemment, les grands esprits se rencontrent... la manifestation se disperse, se détachant du petit groupe de loubards et de son insistant « Israël vivra ». C'est le signal pour les flics qui descendent du car de C.R.S. en sortant leurs matraques, l'un d'eux marmonnant : « Cette fois-ci, on y va. J'en ai marre de ces petits cons... »

A croire qu'eux aussi savent faire la différence : « Grands esprits » et « petites délinquance ». Alors, la manifestation d'une diaspora éclairée ?

F. M.

P. Vidal Naquet : la violation d'un tabou

Le mythe selon lequel l'opinion juive soutient unanimement Israël « Quoi qu'ils fassent », va être sérieusement ébranlé. Et cela, grâce à une manifestation spécifique, non pas de la gauche ou d'une organisation politique quelconque, mais de la Diaspora. De plus en plus nombreux, des juifs s'opposent à la folie sanguinaire israélienne et prennent conscience que le prétexte

« sécurité » est un mensonge absolu. Je reviens d'une longue visite en Israël et j'ai pu constater, par moi-même, que le cessez-le-feu était respecté par les Palestiniens.

La politique israélienne a deux visages. A l'intérieur, répression en Cisjordanie et à Gaza, révocation des maires et action au niveau des Ligues de villageois. A

l'extérieur : élimination de la résistance palestinienne. Entre autres conséquences graves, cette politique favorise le retour en force du fondamentalisme musulman. Ce en quoi, elle est, non seulement meurtrière, mais suicidaire.

Il est vrai que l'opposition juive à la politique d'Israël est très dispersée. Toute les analyses ne se rejoignent pas, sauf sur un point : la reconnaissance du peuple Palestinien et de la nécessité d'une expression étatique, nationale à ce peuple. Toutefois, cette manifestation est, en soi, un événement. Car, pour la première fois, les juifs de France violent un tabou en manifestant leur opposition à Israël, en tant que Diaspora. Et, croyez-moi, à l'ambassade d'Israël, on prend ça très au sérieux ».

Jacques Hassoun : Enfin !

Enfin de larges secteurs de la population juive refusent l'identification inconditionnelle à l'état d'Israël. Face à une intervention militaire que rien ne justifie, on voit disparaître les clivages de la communauté juive. Les clivages « classiques », j'entends, entre juifs orientaux et européens. Le vrai conflit se joue entre les supporters inconditionnels d'Israël et les autres.

Nous exprimons, ce soir, notre indignation face à la violation de ce qu'a pu représenter une certaine

éthique juive, transformée par le sionisme en une abomination : l'idolâtrie de la terre.

Il faut se battre pour une histoire non lacrimale du peuple juif. On ne saurait réduire notre identité à l'holocauste. Cette identité, justement, que cette guerre a déchirée. Nous mettrons des années à nous en remettre. Savez-vous que « Menahem » en hébreu, signifie le « consolateur » ? Personnellement, je propose de débaptiser Begin. « Massacreur » conviendrait mieux, non ?



L'occupation du Liban n'est que la contrepartie, de l'évacuation du Sinaï. C'est un gage que prend Israël, pour soumettre, à l'instar de l'Egypte, les autres pays arabes à sa volonté.

De l'évacuation du Sinaï à l'occupation du Liban:

Le croissant fertile, zone privilégiée de l'expansion d'Israël

Le 26 avril au lendemain de l'évacuation, le président Moubarak prononce un discours devant l'Assemblée dans lequel délaissant le conflit arabo-israélien, il salue les peuples d'Afrique et d'Asie, pour avoir témoigné à l'Egypte leur sympathie.

Ce discours fut présenté par la télévision égyptienne suivi par d'autres faits par les hauts responsables des trois corps d'armée : air, terre, mer. L'Egypte y dit-on en substance a été capable (entendons à elle seule), de faire la guerre puis la paix avec Israël, pour parvenir à récupérer ses territoires occupés et réaliser l'unité de son territoire. Elle poursuivra le développement de son armée pour garantir cette paix qui doit être renforcée.

Les émissions ont été pendant plusieurs jours dominées par des reportages consacrés essentiellement à l'armée, son importance, sa formation, son rôle, etc...

A un moment où l'Iran se trouve embourbé dans sa révolution et son conflit avec l'Irak, l'Egypte tente de s'imposer dans la région. Elle prend ses distances à l'égard du contentieux arabe vis à vis d'Israël et de son impérialisme, allant même jusqu'à se concilier avec ce dernier en en constituant un champs d'expérimentation. Elle dispose pour cela de l'aval du Soudan et de plus en plus celui d'autres Etats arabes conservateurs. Ces derniers se rapprochant progressivement de cette ligne politique égyptienne selon laquelle, la coexistence pacifique avec Israël, est souhaitable et praticable.

En même temps sur le plan intérieur égyptien se trouvaient être rassurés les milieux militaires et les secteurs politiques qui leur sont proches. Le pouvoir reconnaissant aux premiers la présence au sein du régime, à commencer par la promesse d'un certain effort d'équipement de l'armée après la désaffectation dont elle fut l'objet sous Sadate (ce qui suffirait à expliquer les conditions de la disparition de dernier).

D'où la façon dont a été célébré l'évacuation le 25 avril du Sinaï marquée simplement par un feu d'artifice à la fin de la journée, puis une soirée organisée pour les officiels le lendemain, sous l'égide de l'armée. Ce ne fut qu'ele 27 que la journée fut chômée par l'administration seulement et sans qu'aucune manifestation publique n'ait pus se dérouler. Ce n'est bien

sûr pas une participation populaire active à l'événement qui aura été recherchée, mais à travers des festivités, l'acceptation passive du régime et de sa politique ; à savoir celle de « l'infitah » qui a été le prix payé pour parvenir à cette

Orient. L'un et l'autre considérant que le Caire étant relativement rentré dans le rang et même digne d'y figurer, la partie arabe qui restait à séduire ne pouvait se situer qu'ailleurs. Et c'est la même ligne politique consacrée par les ac-



L'américain A. haig entouré du sioniste E. Eron et de l'Egyptien A. Ghorbal. Une image du complot international.

récupération du Sinaï sous l'égide américaine.

Tout ceci signifie que si la concorde peut régner entre l'Egypte et Israël, ce n'est pas à cause d'un quelconque changement dans la vocation impérialiste de ce dernier et dans la fonction qu'il assume depuis son origine dans la région. Le personnel politique égyptien comme celui de tout autre apys, ne se faisait aucune illusion à ce sujet.

L'opération « Camp David » avait été réalisée au prix d'un simple déplacement de la zone d'expansion d'Israël. Jusque là celle-ci était constituée autant si ce n'est davantage, par le territoire égyptien, maintenant elle se situe de l'autre côté d'Israël, au nord-est sur toute l'étendue du croissant fertile.

Le dessein d'Israël rejoint celui

de « Camp David », qui préside aujourd'hui à l'occupation du Liban. A la fois en tant que compensation large et immédiate de la perte du Sinaï et simple étape dans l'expansion israélienne. Car des « no man's land » propices à son regroupement et à sa résistance, le peuple palestinien parviendra toujours à en recréer du Liban placé directement ou par milices interposées sous la botte israélienne, jusqu'à l'Iran. Ni la Syrie, ni la Jordanie ni l'Irak ne parviendront toujours de façon absolue à refuser leur implication. De même que ce n'est pas la seule présence palestinienne ou syrienne au Liban qui a justifié l'intervention d'Israël dans ce pays, ce ne sera pas non plus leur repli qui arrêtera la poursuite à la prochaine occasion de son déferlement le long de la côte à l'intérieur du Croissant Fertile.

Cette région avec tous ces particularismes qu'elle abrite, permet plus facilement qu'enpays égyptien davantage homogène d'écraser les communautés les unes après les autres.

Ce qui condamne Israël aujourd'hui c'est cette logique implacable, sa foi dans le triomphe par la terreur que l'on ne peut expliquer par la seule essence de l'état, indépendant de sa société. N'est-ce pas à une certaine communion dans cette volonté de puissance qu'il faut attribuer l'absence de réaction du peuple de cet Israël durant cette guerre, celle de la décennie 80. Ceci ne la condamne-t-il pas et surtout cet empressément à renier le peu de crédit acquis auprès du peuple égyptien et même auprès d'autres arabes, par son retrait du Sinaï ?

Il faut dire que le génie, s'est confiné en Israël vis-à-vis du monde arabe, dans l'exploitation cynique et efficace des règles du jeu qui imposent dans l'enceinte internationale.

Face à cette machine infernale qu'alimentent les fantasmes occidentaux inassouvis, face aux calculs égoïstes de l'état arabe même le plus imposant, refusant tout sacrifice, il nous faut saigner encore longtemps dans l'impuissance. A moins de régresser dans le Djihad à l'iranienne reniant les valeurs dont l'acquisition trop récente nous embarrasse et nous conforte

aujourd'hui. Ce ne serait pas alors le moindre mal qu'aurait fait Israël que d'avoir contribué à nous précipiter ainsi dans cette voie suicidaire.

Nourredine ABDI

Occupant le siège de la ligue des Etats arabes à Paris, les étudiants libanais voudraient manifester aux yeux du monde entier leur fierté de l'héroïque résistance de leurs frères Libanais et Palestiniens face aux envahisseurs sionistes qui commettent sur le sol libanais un odieux génocide, semblable dans sa barbarie aux crimes nazis. Ils voudraient également dénoncer le silence coupable des régimes arabes sourds aux cris des enfants des vieillards et des femmes broyées depuis dix jours, par la machine de guerre israélienne, soutenue par les USA et toute l'Europe Occidentale.

Ainsi le nazisme sioniste donne libre cours à sa sauvagerie arrogante, détruisant villes, villages et camps de réfugiés sans que les Etats arabes ne lèvent le petit doigt.

Où sont donc ces armées arabes que nos peuples ont construit avec tant de sacrifices pour les défendre contre l'ennemi sioniste ?

Où est donc cette fameuse arme du pétrole que nos gouvernants ont maintes fois menacé d'utiliser dans la bataille ?

Et qu'a-t-on fait des ressources humaines économiques et politiques de la nation arabe ?

Elles ont été entièrement dilapidées dans la répression et l'assujettion de nos peuples dans le but de soumettre le monde arabe aux intérêts de l'Occident, tout en permettant aux équipes au pouvoir de continuer à mener une vie de luxe qu'ils préfèrent sans doute à la protection des enfants libanais et palestiniens ?

Les étudiants libanais s'adressent aujourd'hui à tous les étudiants et à tous les travailleurs arabes, de même qu'à tous les français épris de liberté et de justice pour qu'ils exigent avec eux l'ouverture aux volontaires voulant aller se battre au Liban des frontières arabes, syriennes et de demander l'engagement de toutes les capacités arabes dans la bataille afin d'imposer à l'envahisseur sioniste le retrait immédiat du territoire libanais.

L'agression sauvage continue encore, le prétendu cessez-le-feu n'étant qu'une manoeuvre pernicieuse visant à accentuer d'avantage la destruction et le génocide commis contre les peuples libanais et palestiniens.

Que nos gouvernements le sachent bien, installés sur leur trône de pouvoir, cueillant les fruits de notre richesse nationale

Que les gouvernements arabes sachent qu'ils sont responsables de chaque goutte de sang qui coule sur le sol du Liban.

Que les gouvernements arabes sachent aussi que notre peuple n'oubliera jamais les crimes odieux qu'ils sont en train de commettre.

Les peuples leur en demanderont bientôt les comptes.

Comité des Etudiants Libanais

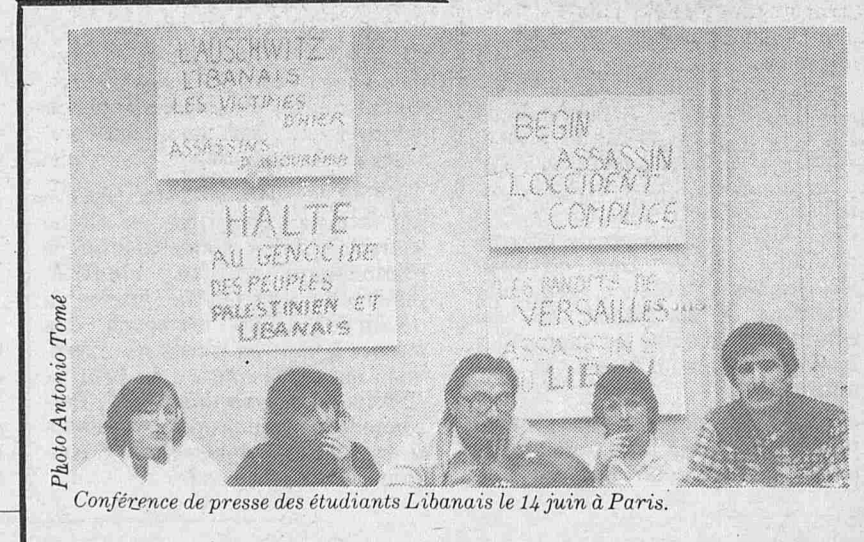


Photo Antonio Tomé

Conférence de presse des étudiants Libanais le 14 juin à Paris.

réactions

« Beyrouth n'est pas encerclée »

Vous lirez ci-après un éditorial de l'agence Palestinienne Wafa que nous reproduisons intégralement.

Beyrouth n'est pas encerclée.

Mais Beyrouth encercle les villes de la région, les traîtres et les impuissants de la région.

Beyrouth encercle ceux qui se sont contentés d'observer l'héroïque action des forces conjointes (les forces palestino-progressistes NDLR).

Beyrouth encercle ceux qui ont cru qu'un désaveu moral a été infligé à la flamme de la Révolution Arabe représentée par le Mouvement de la Révolution Palestinienne.

Ce n'est pas le moment aujourd'hui de faire payer à ses régimes capitulards le prix de leur silence et de leur duplicité. Et nous n'avons pas besoin de le faire nous-mêmes. Nos masses, les peuples arabes, sont ceux qui agiront en conséquence et achèveront l'encerclement de ceux qui sont restés immobiles sur les lignes d'affrontement avec Israël.

Ce qui s'est produit dimanche 13 juin a appelé à une révision de la situation arabe et de la position Palestinienne. L'ennemi israélien a traversé les routes du Liban comme s'il était en pique-nique ou en randonnée. Et son arrogance n'a rien de neuf. Mais l'indifférence des communautés arabes et internationales devant une telle atteinte flagrante à ce qui restait de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique du Liban est honteux et injustifiable.

Douze jours de pilonnage et de bombes déversées par les avions israéliens sur Beyrouth, Saïda, Tyr, Nabatieh et le reste du Liban indiquent clairement que l'ennemi avait confiance dans le silence arabe et international et l'indifférence devant les crimes de guerre israéliens.



Mais ceci n'a pas ébranlé la détermination combattante des forces conjointes, des mouvements AMAL et des forces de l'armée syrienne qui a participé à la guerre. Ceci n'a fait qu'augmenter leur résolution à demeurer fermes. Plus le silence arabe se poursuit, plus les combattants sont déterminés à relever le défi.

A Beyrouth devant l'avance des israéliens par les montagnes des milliers de combattants sont prêts à transformer la ville en une tombe pour Begin, Sharon et leur machine de guerre.

A Beyrouth, chaque rue est une barricade, chaque allée est une tranchée, chaque immeuble est une forteresse inébranlable devant la technologie américaine et impérialiste la plus avancée.

L'ennemi prétend que Beyrouth est encerclée, mais à Beyrouth il y a un seul sentiment et une réalité : la ville de Beyrouth grandit et gronde de résistance jusqu'à encercler toutes les capitales et l'ennemi israélien lui-même.

Agence Wafa-Beyrouth - Le 15/6/82

Egypte : accélérer les retrouvailles

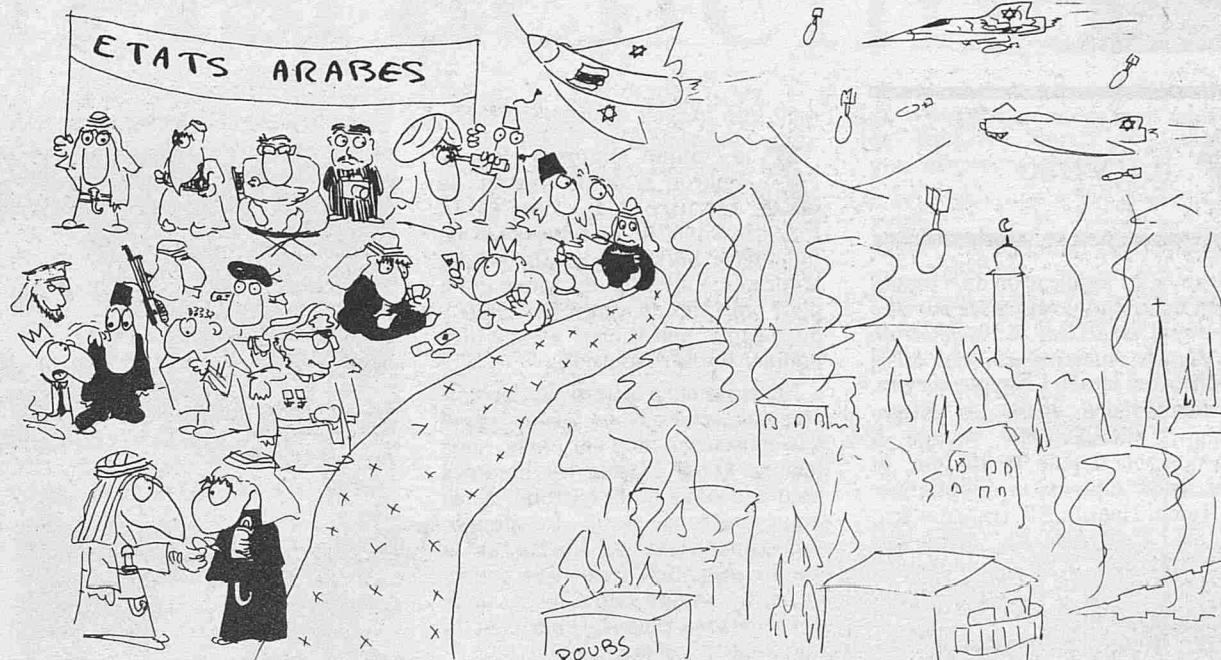
Quel jeu joue l'Egypte et quelles sont ses visées face au drame des peuples Palestinien et Libanais ? Difficile de le savoir même si plusieurs signes montrent la volonté de Moubarak d'utiliser les événements actuels pour accélérer les retrouvailles de son pays avec le monde arabe un mois après la récupération totale du Sinaï.

Un drapeau palestinien sur toute la couverture, sous le slogan « La Palestine est arabe », telle était la une de l'hebdomadaire officieux égyptien « Al Ahram Al Iktissadi » de la semaine dernière. Il y a quelques mois, une manifestation similaire avait été à l'origine de l'arrestation de plusieurs militants égyptiens opposés aux Accords de Camp David, à la foire internationale du livre. Dans le même numéro, le rédacteur en

chef, M. Loutfi Abdel Azim appelle à un boycottage « général et populaire » des intérêts israéliens en Egypte. Le journaliste égyptien demande par ailleurs la constitution d'un « Comité réunissant

engagements à respecter », l'éditorialiste note cependant que « la vaste base populaire qui appuyait les Accords de Camp David a déchanté au fil des jours à la suite de la multiplication des faits

Khaled, n'en revêt pas moins une importance politique. En témoignent l'importance de la délégation du Caire - qui comprenait outre le président égyptien, les ministres de la Défense, du



les différents partis politiques et les intellectuels égyptiens chargé d'organiser le boycottage et d'examiner les meilleures méthodes aptes à mettre en valeur le refus populaire égyptien de la présence israélienne ».

Tout en disant comprendre le gouvernement « qui a signé les Accords de Camp David et qui a des

prouvant la mauvaise foi israélienne en ce qui concerne son désir de paix ».

Le deuxième geste égyptien, bien plus révélateur, aura été le voyage éclair du président Moubarak, le lundi 14 juin, en Arabie Séoudite. Ce déplacement dont le but officiel était de présenter les condoléances égyptiennes après la mort du roi

Pétrole et de l'Enseignement - et l'entretien « amical » de 75 minutes entre Moubarak et le roi Fahd qui a clos ce voyage.

Deux autres reprises de contacts arabes en direction de l'Egypte auront marqué les derniers 15 jours. C'est d'abord le voyage du ministre marocain des Affaires Etrangères, M'Hammed Boucetta, au Caire le 8 juin, motivé selon les autorités marocaines par l'affaire du Sahara occidental. S'il est probable que la crise de l'OUA et la préparation du prochain sommet de Tripoli auront été au centre des entretiens maroco-égyptiens, la situation libanaise a été elle aussi évoquée lors de ces discussions.

Mais ce sont les contacts palestino-égyptiens qui auront été le fait marquant de la semaine dernière. En effet, c'est par l'entremise de l'Egypte que les palestiniens ont transmis au début de la semaine dernière une demande de cessez-le-feu. En l'espace de 24 heures et à deux reprises, l'Egypte appuiera cette demande auprès des autorités israéliennes, marquant ainsi sa volonté de jouer un rôle actif dans l'affaire libanaise, et profitant du « lâchage » de l'OLP par les syriens - qui avaient accepté un cessez-le-feu excluant les palestiniens - pour se rapprocher de la résistance palestinienne. Ce rapprochement sera illustré par divers entretiens, (tant au Caire qu'à l'ONU) entre divers responsables égyptiens et palestiniens. Le lundi 14 juin M. Boutros Ghali, ministre d'Etat pour les Affaires Etrangères reçoit des dirigeants palestiniens : c'est la première rencontre officielle depuis le voyage du président Sadate à Jérusalem en novembre 1977.

Le même jour, M. Farouk Kadoumi chef du département politique de l'OLP rencontre le représentant égyptien aux Nations-Unies, M. Esmat Abdel Maguid. L'entretien a porté selon le correspondant du quotidien Al

Appel à l'opinion

M'Hammed Yazid directeur du bureau de la Ligue Arabe à Paris, lance ci-après dans nos colonnes un appel à l'opinion.

Camp David, préparé et imposé par les Etats-Unis d'Amérique, a neutralisé l'Egypte et livré les territoires occupés et le Liban à Israël.

La guerre du Liban est une projection de Camp David. L'agression israélienne a eu lieu avec l'aval américain et les chancelleries occidentales étaient bien informées. Le sommet de Versailles n'a pas été « perturbé » par le déclenchement de l'agression israélienne qui n'a pas surpris les chefs d'Etats des pays repus.

L'atlantisme de l'Europe, consolidé depuis un an, a eu le pas sur toute autre considération et l'alignement européen sur les positions de Reagan a été total que ce soit sur le Liban ou les Malouines.

Begin se rend à Washington pour coordonner son action avec Reagan et arrêter le partage des rôles et des tâches entre Israël et les Etats-Unis, entre mandataire et mandant.

Shamir, son Ministre des Affaires Etrangères est reçu avec des égards particuliers en France et alors que Beyrouth brûle et discute

de la participation européenne à la Pax Hebraïca au Moyen-Orient.

Le peuple libanais et le peuple Palestinien eux continuent à résister seuls à la formidable machine de guerre occidentale qu'est l'armée israélienne, leurs sacrifices les ont installés sur le podium international et confirment la légitimité de leur lutte.

En Europe, Israël apparaît enfin tel qu'il est, tel que le subissent les Palestiniens et les Arabes. L'entité sioniste arrogante, raciste, colonisatrice commence à être perçue par l'opinion publique française dans sa réalité brutale. L'holocauste du peuple Libanais et

du peuple Palestinien s'impose dans toute son horreur aux consciences trop complaisantes dans le passé.

Cette situation nouvelle nous la devons au rôle positif de la majorité des médias. Les journalistes ont communiqué au peuple français toute l'horreur du spectacle des massacres israéliens.

Français, maintenant vous savez. Nous vous lançons un appel pour agir afin de mettre fin aux agissements arrogants des Nazis de 1982.

M'Hammed Yazid



réactions



Ibrahim Souss, représentant de l'OLP à Paris :

« Nous avons besoin de vous... »

Egypte

Ahram sur l'application du « cessez-le-feu au Liban à toutes les parties, le retrait israélien, et l'évacuation des blessés palestiniens ». Là aussi comme avec Israël, l'Égypte servira d'intermédiaire entre les États-Unis et l'OLP. En voyage à Washington depuis le 12 juin, le chef de la diplomatie égyptienne, M. Kamal Hassan Ali, transmettra, en les appuyant les demandes palestiniennes aux responsables américains ; les palestiniens réclamant l'intervention de la Croix Rouge Internationale et d'autres organisations humanitaires pour secourir les blessés et assurer le transport des vivres et des médicaments aux populations encerclées par les troupes israéliennes. Parallèlement à ce rapprochement « Égypto-arabe », on aura assisté la semaine dernière aux premières frictions publiques entre le Caire et l'Administration Reagan.

Alors que l'Égypte réclamait le vendredi 11 juin « Le retrait inconditionnel des israéliens » et critiquait l'attitude « excessivement indulgente » des USA face à l'agression armée israélienne, le secrétaire d'État américain A. Haig déclarait que son pays ne réclamait pas un tel retrait.

Un départ éventuel des forces israéliennes du Liban devait coïncider selon lui avec celui « éléments étrangers au Liban », c'est à dire des forces syriennes de la FAD et de la Résistance Palestinienne. C'est dans ce contexte qu'est intervenu le récent voyage aux USA de M. Kamal Hassan Ali, ministre égyptien des Affaires Etrangères à l'issue de ces entretiens, il apparaît que les égyptiens se sont ralliés à la position américaine - et israélienne - selon laquelle on ne peut revenir au statu-quo d'avant le 6 juin, date de l'invasion israélienne.

En attendant que les uns et les autres concoctent - et tentent d'appliquer ce nouveau scénario libanais, on est évidemment loin de la deuxième phase des Accords de Camp David. A. Haig et Hassan Ali ont reconnu la semaine dernière que le processus de paix issu de Camp David restait « viable », mais se trouvait actuellement paralysé par la crise libanaise. « Il sera difficile de poursuivre le processus de paix et les négociations sur l'autonomie palestinienne tant que la situation au Liban demeurera aussi incertaine » a déclaré l'imbattable et cynique A. Haig.

Kamal Belarbi

La clique sioniste Begin-Sharon a pour objectif de détruire la révolution Palestinienne, de la liquider et de massacrer notre peuple. Ils ont entrepris une invasion du Liban qui a pour objectif une « solution finale » du peuple palestinien c'est-à-dire liquider notre révolution.

La conscience internationale doit être concernée. Nous faisons appel à la conscience internationale, nous faisons appel à tous les hommes pour qui nous battons. Nous nous battons pour le peuple Palestinien pour la liberté et la dignité du peuple Palestinien, mais aussi, à travers cette lutte, nous nous battons pour la liberté et la dignité de l'homme.

Les scènes de tueries, de massacres, scènes qu'on ne peut qualifier que de racistes, qu'on a pu voir dans cette guerre barbare que mènent les sionistes contre le peuple Libanais et le peuple Palestinien au Liban doivent émuvoir tout le monde.

Vous devez descendre dans la rue. Vous devez faire des pétitions. Vous devez ramasser des médicaments car il y a beaucoup de souffrances. Vous devez agir pour que chacun devienne un militant de la cause de l'homme, pour les droits de l'homme Palestinien et Libanais qu'on est en train de bafouer.

Nous attendons de la France qu'elle agisse en conséquence. Nous attendons de la France à ce



Ibrahim Souss, représentant de l'OLP en France.

qu'elle dise « halte au massacre », à ce qu'elle dise clairement aux israéliens qu'aucune solution du peuple Palestinien ne peut-être envisagée sans la création d'un état Palestinien indépendant sur la terre Palestinienne avec à sa tête l'OLP. Nous sommes sûrs que le gouvernement français agira, non pas simplement pour condamner Israël car les condamnations verbales ne servent plus à rien, mais pour mettre fin à cette tuerie des deux peuples Libanais et

Palestinien. Nous demandons au gouvernement français une action dynamique et efficace sur la scène internationale, d'exercer une pression directe pour que les sionistes se retirent du Liban et qu'enfin notre peuple puisse vivre en paix sur sa terre.

Un travail de masse est important. Le travail des masses arabes et Françaises en France. Tous les immigrés qui vivent en France, travailleurs ou étudiants, ont un rôle à jouer : condamner clairement

cette agression et cette invasion barbare du Liban et la tentative d'exterminer le peuple Palestinien.

Mais les slogans ne suffisent plus. Les condamnations verbales ne suffisent plus. Ce qu'il faut faire, c'est s'attaquer à la racine du mal. Nous avons besoin de vous. Nous vous lançons un appel pour que chacun unisse tous ses efforts pour faire pression à travers l'opinion publique en France sur le gouvernement français. Et chacun dans son pays respectif, sur les gouvernements arabes, pour qu'ils arrêtent ce silence scandaleux qu'ils gardent depuis le début de cette invasion.

L'OLP, le seul représentant légitime du peuple palestinien, a aujourd'hui besoin de tous les hommes libres qu'ils soient français ou arabes pour venir à son secours. Notre peuple vous lance un appel. Il a besoin de vous.

Nous nous battons jusqu'au bout mais nous avons également besoin que vous vous battiez avec nous.

Les femmes arabes devant l'UNESCO

12 heures Place de l'Etoile, des badauds observent perplexes un rassemblement de femmes arabes, venues à l'appel des femmes Libanaises et Palestiniennes manifester leur soutien à la résistance libano-palestinienne et crier leur indignation devant les massacres d'enfants Libanais et Palestiniens. Le cortège se met en marche vers 13 h, sous une pluie battante (comme d'habitude) aux cris de « halte au génocide de nos enfants », « Palestine vaincra, le Liban vivra », « OLP solidarité » accompagnés de « you-you », manifestation d'allégresse. Arrivées au siège de l'UNESCO, une délégation de femmes adresse, après l'avoir lu aux manifestantes une motion de protestation au secrétaire général de l'ONU, dénonçant les massacres perpétrés par l'armée israélienne au Liban et la complicité évidente « des pays occidentaux ».

Sous le regard ironique du cordon de flics, des femmes entonnent « Biladi, Biladi » (chant révolutionnaire Palestinien), on sent alors une vive émotion chez les participantes. Certaines les larmes aux yeux évoquent tous ceux qui sont tombés à Saïda, Tyr ou Beyrouth ; d'autres plus téméraires réclament des armes, une libanaise vêtue de noir, un keffieh sur la tête répond alors : « C'est l'unité qui nous manque ».



La manifestation de soutien aux peuples libanais et palestinien, le jeudi 10 juin à Paris.

Pour la solidarité avec l'OLP et le Liban, les communistes ont pris l'initiative d'une mobilisation. Quant au PS, il commence à sortir de sa torpeur et de sa prudence.

La gauche française face à l'agression israélienne

Dans l'interview accordée à SF, J. Hutzinger, Secrétaire aux relations internationales du PS, tente de dissiper la gêne suscitée par la prudence socialiste vis à vis de l'agression israélienne. Il nous a annoncé « d'importantes initiatives » du PS pour l'avenir. Les morts patienteront !

Sans-Frontière : Dans la déclaration du Parti Socialiste Français publiée la semaine dernière sur les événements du Liban, vous considérez qu'une des causes du conflit est la présence « d'armées étrangères » sur le territoire libanais. Autrement dit que la solution passe par leur départ. Ainsi vous mettez sur le même pied armée israélienne, armée syrienne et OLP.

Jacques Hutzinger : Pas du tout. Il faut reprendre exactement le contenu du communiqué du Bureau

Exécutif du Parti. Il est dit que la liquidation des forces armées palestiniennes ne réglerait en rien le problème posé par l'existence du peuple palestinien. Le PSF car il est convaincu de l'existence d'un peuple et qu'il connaît l'aspiration de ce peuple, c'est-à-dire le droit à l'autodétermination, est hostile à l'idée de sa liquidation (actes de terrorisme par exemple) et estime que la solution du problème ne peut se résoudre par la force.

C'est pourquoi nous avons été favorables au cessez-le feu décidé en juillet 81 car il s'agissait d'une reconnaissance implicite entre palestiniens et israéliens et que cela pouvait ouvrir des perspectives. La présence des forces armées palestiniennes et syriennes sur le territoire libanais n'a pas le même sens que celle des forces israéliennes. Mais nous n'avons jamais été favorables à certains comportements syrien au Liban. La Syrie n'a jamais reconnu diplomatiquement le Liban. Les forces syriennes au Liban n'étaient pas forcément le meilleur moyen pour reconstruire le Liban. Mais les forces syriennes

sont présentes sur la base d'un accord. Il ne s'agit donc pas d'une force d'agression.

Quant aux Palestiniens, où voulez vous qu'ils soient ? Chassés de Jordanie, menacés de contrôle par la Syrie par le truchement de la Saïka où les forces palestiniennes pouvaient elles disposer d'une certaine liberté d'action en dehors du Liban.

S.F. : Réclamez-vous le départ de ces forces armées ?

J.H. : Le départ des forces syriennes ne peut se faire qu'à la deman-

solidarité active à l'égard du Liban et des forces palestiniennes a été absente. Ils se sont retrouvés seuls. Personne n'est intervenu de la part de leurs alliés naturels monde arabe ou URSS. Nous sommes donc à un moment où le Liban est isolé, les palestiniens sont isolés, et même Damas est isolé. Les solutions ne peuvent être que diplomatiques. Les balles de fusils sont tirées mais les tractations diplomatiques doivent commencer.

Et la France peut jouer un grand rôle, un rôle extrêmement efficace

gouvernement français en égard à la tension maintenue par le gouvernement israélien.

La déclaration est faite à un moment où les israéliens continuent de pilonner, de bombarder en dépit du cessez-le-feu. Le Président a voulu faire comprendre à Israël qu'il y avait minimum à respecter...

Propos recueillis par
R. Constant et
Aouameur Hammid



Socialistes et communistes français : où est l'unité autour du Liban ?

PCF: « Il n'y a pas une minute à perdre! »

Le bureau politique du Parti Communiste français a publié la déclaration suivante :

« Depuis huit jours, en violation de toutes les règles internationales, des droits de l'homme et de la décision unanime du conseil de sécurité, Israël poursuit son agression contre le Liban.

Des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants ont déjà été sauvagement tués. Des centaines de milliers de personnes chassées de leur foyers sont précipitées dans un dénuement total. Aujourd'hui, c'est Beyrouth même qui est menacée d'anéantissement.

Les bombardements aveugles frappent la population civile de la capitale. La situation est dramatique. Tout manque : l'eau, le pain, les médicaments. Chaque heure qui passe, ce sont des centaines, peut-être des milliers de cadavres, de corps mutilés qui s'ajoutent au bilan déjà terrible de cette tragédie. L'objectif de M. Begin reste d'écraser à n'importe quel prix l'Organisation de Libération de la Palestine, le Mouvement National Libanais, les peuples libanais et palestiniens.

Rien ne peut justifier un tel comportement !

Il n'y a pas une minute à perdre !

Il faut arrêter le bras des agresseurs !

Il est d'une urgence extrême que notre peuple exprime avec force cette double exigence : l'arrêt immédiat des massacres ; le renforcement de la solidarité aux peuples libanais et palestiniens...

...L'horreur maintenant quotidienne au Liban ne peut laisser insensible aucun être humain. C'est pourquoi le Bureau Politique exprime le souhait que la radio et la télévision mettent tous les moyens dont elles disposent au service d'une grande campagne humanitaire ; que les mairies et les lieux publics soient à même de recevoir les dons des français ; que des dispositions soient prises, notamment en matière de transports, afin de permettre l'acheminement immédiat de toutes les marchandises collectées auprès des citoyens et des collectivités.

Le bureau politique demande aux élus communistes de prendre les initiatives nécessaires pour permettre à leurs concitoyens d'exprimer leur solidarité matérielle aux peuples martyrs palestinien et libanais ».

Déclaration du PCF
le 14-6-82

de du gouvernement libanais. Nous pensions, mais les choses ont évolué que la pleine souveraineté du Liban passait par ce retrait. Pour les forces palestiniennes, il faut reconnaître la réalité. Les forces palestiniennes étaient présentes comme forces armées de l'OLP. Il faut comprendre l'attitude israélienne. Il y avait bombardement d'une partie de son territoire. Ceci n'empêche que l'OLP respectait l'accord de cessez-le-feu de juillet 81.

S.F. : Donc c'est Israël qui a violé le cessez-le-feu ?

J.H. : Israël a violé le cessez-le-feu.

S.F. : Trouvez-vous normal que la France socialiste reçoive le ministre des affaires étrangères israélien dont les mains sont tachées du sang de milliers de palestiniens et de libanais ?

J.H. : Dans les circonstances présentes, quand on rencontre le ministre des affaires étrangères israélien, c'est pour lui dire ce que l'on pense de la situation. La

dans l'élaboration des solutions politiques, diplomatiques et entre autre le retrait des forces israéliennes.

S.F. : La présence de M. Shamir ne vous choque pas.

J.H. : Non.

S.F. : Mais par exemple, vous n'avez pas accepté de recevoir un représentant polonais après le coup du treize décembre.

J.H. : On ne peut comparer le gouvernement du général Jaruzelsky à celui de Tel-Aviv.

S.F. : Vous dites qu'une des solutions diplomatiques consiste dans le retrait d'Israël. Trouvez-vous donc normal que la déclaration solennelle de la Présidence de la République Française faite lundi 14 juin ne demande pas le retrait d'Israël mais seulement l'arrêt des combats.

J.H. : Non ceci n'est pas anormal car la déclaration faite hier exprime un avertissement solennel du

«Semi fasciste!»

Le chancelier autrichien Bruno Kreisky a sévèrement condamné, mercredi à Vienne, la politique d'agression au Liban du gouvernement israélien qu'il a qualifiée de « gouvernement semi fasciste ».

M. Kreisky, qui s'adressait à un groupe de journalistes français quelques heures avant l'arrivée à Vienne du président François Mitterrand pour une visite officielle de 48 heures, a indiqué que la situation au Proche-Orient, qu'il a qualifiée de « catastrophique », prendrait une place dominante dans ses conversations de jeudi avec le chef de l'Etat Français.

Le chancelier a ajouté à propos du gouvernement israélien : « Quand on fait la politique qu'il pratique dans les territoires occupés et que l'on provoque une guerre, les éléments de cette politique sont semi fascistes ».

USA : Un élément d'une stratégie

Le rôle joué par les Etats-Unis dans l'invasion perpétrée par Israël à l'encontre du Liban dimanche 6 juin, est l'objet de controverses quant à savoir si Washington était au courant de l'opération militaire de l'Etat hébreu.

Non pas tant sur le projet sioniste d'aller au Liban pour casser l'infrastructure de l'OLP. Il est un secret de polichinelle pour tout le monde depuis fort longtemps que Begin et Cie préparent et fignolent leur agression au Sud du Liban depuis de longs mois. Mais la question se pose sur la connaissance par l'administration de R. Reagan de la date de l'attaque et de l'ampleur de celle-ci. Selon l'OLP, les USA étaient au courant de l'ensemble des faits. Mais l'impression qu'a donné ou plus exactement qu'aurait voulu donner le département d'Etat américain est celle d'une surprise devant l'entrée de l'armée israélienne au Liban. La violence des combats, le nombre des victimes, la violation de l'intégrité territoriale et de l'indépendance d'un pays reconnu internationalement sont quelques éléments qui ont fait les USA vouloir apparaître comme étranger à la décision de Jérusalem.

Ainsi, les USA ont accepté d'adopter une motion lors du sommet de Versailles, le 5 juin, réclamant « l'arrêt immédiat et simultané des violences ; de même la délégation américaine à l'ONU a accepté de voter la résolution 508 qui elle aussi réclamait la fin des hostilités. Mais à noter que dans aucun de ces textes n'était exigé à l'état hébreu le retrait de ses troupes du Liban. En revanche le 6 juin, Washington n'opposait pas son veto à l'adoption de la résolution 509 « exigeant qu'Israël retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces militaires jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban ».

Cette attitude américaine évoluera rapidement. Elle pouvait se comprendre par la crainte

américaine que l'opération militaire israélienne rende plus difficile les efforts diplomatiques des USA à faire admettre aux pays modérés arabes la reconnaissance d'Israël et d'élargir le cadre des accords de Camp David.

Mais en tout état de cause quelque soit le point de vue à adopter, les USA au courant ou les américains surpris, il est néanmoins certain qu'à partir de lundi 7 juin l'administration de R. Reagan prend fait et cause pour l'agression israélienne. Par réflexe et par calcul.

Ceci se manifeste clairement lors du vote du 9 juin au Conseil de sécurité quand Washington oppose son veto à une résolution condamnant l'agression israélienne. L'engagement américain est plus net avec l'initiative de P. Habib qui grâce à sa navette Damas-Jérusalem permet un cessez-le-feu Israël-Syrie le 11 juin. Le but est clair : obliger la Syrie à lâcher totalement l'OLP et à laisser les israéliens « nettoyer » la région. Il correspond tant aux intérêts militaires immédiats d'Israël qu'à des objectifs à long terme.

En acceptant de laisser assassiner le peuple palestinien et libanais, la Syrie reconnaît implicitement qu'elle ne remplit pas son mandat de Force Arabe de Dissuasion et donc donne un argument de poids aux israéliens et aux Américains qui entendent faire du Liban une force tampon d'où seraient exclus les palestiniens et les troupes de Damas.

Autrement dit en dépit des mises en scène de surprise du département d'Etat américain, les USA ont facilité l'action d'Israël. Ainsi aucune sanction économiques ou militaires n'a été prise contre l'état hébreu. Mais au-delà, les USA espèrent résoudre à chaud la crise

libanaise en exploitant la situation militaire actuelle. Un Etat libanais sans aucune autorité, une armée syrienne complètement dominée, les conditions sont remplies pour l'apparition à Beyrouth d'un gouvernement inféodé à Washington et totalement hostile à la présence des palestiniens. Ainsi à l'axe Washington-Caire-Jérusalem établi à l'occasion des accords de Camp David en 79, les USA espèrent y ajouter, grâce à l'agression sioniste, un axe Washington-Jérusalem-Beyrouth via les chrétiens phalangistes.

R. Constant



R. Reagan un accord avec l'agression à peine dissimulée.

L'URSS entre en scène

Il aura fallu attendre une bonne dizaine de jours pour qu'enfin l'Union Soviétique sorte de sa prudence au sujet de l'agression israélienne au Sud-Liban.



L. Brejnev, un long silence...

Certes du cinq au quinze juin, l'agence TASS (officiellement soviétique), avait fait un certain nombre de déclaration condamnant l'opération militaire de Jérusalem au Sud-Liban. Par exemple le 6 juin, TASS déclarait qu'Israël avait « déclenché la cinquième guerre contre les arabes... » « pour exterminer physiquement le peuple palestinien » et avait dénoncé les accords militaires secrets entre Jérusalem et Washington.

Par ailleurs était annoncé des actions types humanitaires et la délégation soviétique à l'ONU votait les motions réclamant le retrait israélien au Conseil de Sécurité. Mais il est évident que de la part d'une grande puissance se proclamant l'ami des peuples du tiers monde et le soutien aux luttes de libération nationale, on était loin du compte.

Par ailleurs, dans sa logique des deux blocs, la diplomatie soviétique a privilégié les contacts secrets avec Washington pour demander à ce dernier de retenir leur allié

israélien. Ceci explique que Moscou n'ait pas démenti les propos d'A. Haig, le secrétaire d'Etat américain, qui a révélé, jeudi 10 juin, un courrier de L. Brejnev à R. Reagan. Mais force est de constater que ce type d'intervention ne s'est révélé aucunement efficace. Plutôt que de retenir son allié israélien, les USA l'a encouragé de plus en plus.

A partir de ce moment, Moscou ne pouvait plus se taire pour au moins deux raisons. En premier lieu pour ne pas perdre la face vis à vis de ses alliés arabes du Front de la Fermeté (OLP, Syrie, Lybie, Algérie et Yémen du Sud). Certes, les accords soviétiques avec quelques uns de ces pays dont la Syrie ne prévoit une intervention soviétique qu'au cas où leur territoire national est agressé. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Il n'empêche que ces pays et par voie de conséquence l'ensemble de ceux que l'Union Soviétique prétend soutenir dans le monde, ne comprendraient pas l'utilité d'une alliance avec Moscou, si cette dernière se révélait incapable de les défendre par peur de compromettre l'actuel réchauffement des relations américano-soviétique. Deuxièmement, l'URSS ne peut rester indifférente à quoi que ce soit qui se passe dans le monde vu son image de super-puissance qu'elle veut garder, à égalité avec les USA.

L'ensemble de ces faits a entraîné le gouvernement de l'Union Soviétique à faire le mardi quinze juin une déclaration officielle particulièrement dure à l'égard d'Israël, condamnant la « coopération stratégique entre Tel-Aviv et Washington » et réclamant « l'arrêt de l'agression, un cessez-le-feu, et le retrait des forces israéliennes ». Mais surtout considérant que « le Proche-Orient est une région située à proximité des frontières méridionales de l'URSS et que les événements dans cette région ne manquent pas de toucher les intérêts de l'URSS » le gouver-

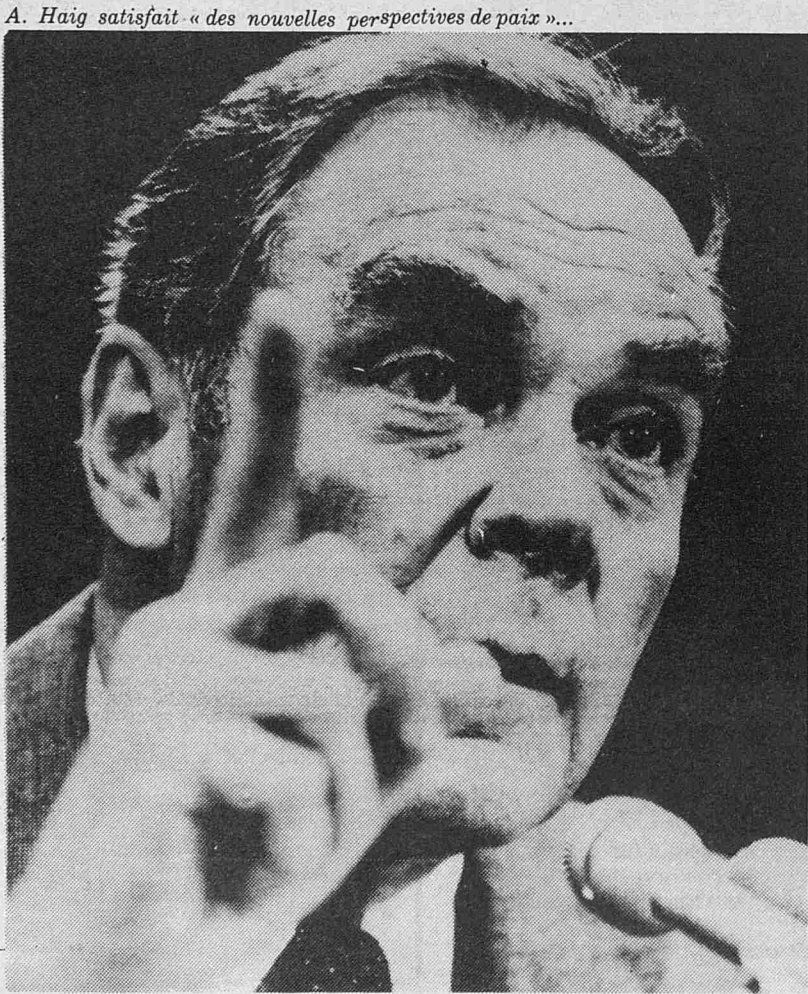
nement soviétique prévient qu'il prend parti pour les états arabes « non pas verbalement mais dans les actes ». Au niveau concret de cet engagement, il se traduirait jusque là par l'envoi de bâtiments soviétiques au large de la côte orientale de la méditerranée selon une déclaration de l'ambassadeur soviétique au Liban.

Ceci étant dit, mis à part le fait qu'il s'agit d'une mise en garde aux USA à qui l'URSS demande implicitement de faire pression sur Israël, on voit mal, sauf à mettre en cause tout l'équilibre mondial, comment l'URSS pourrait intervenir concrètement, par des « actes » sur le terrain.

En résumé, l'URSS ne pouvait pas faire moins, sauf à perdre la face, après onze jours de conflit. Mais reste à savoir ce que fera l'URSS si les USA et Israël continuent à agir et à détruire physiquement les palestiniens. En faisant sa déclaration, les soviétiques ont fait comprendre à Washington qu'il y avait des limites. Mais quelles sont-elles et quelles sont les sanctions prévues si elles sont dépassées ?

R.C.

Gromyko : une affaire qui peut « replacer » l'URSS.



A. Haig satisfait « des nouvelles perspectives de paix »...

solidarité

L'invasion sauvage du Liban a provoqué un certain nombre d'actions de solidarité en France. Nous publions ici ce qui nous est parvenu jusque là.

Des milliers dans la rue pour crier leur indignation

A Paris : Combien étaient-ils jeudi soir à défilé dans les rues de Paris sous une pluie torrentielle, manifester leur solidarité aux peuples Libanais et Palestiniens ? Dix mille peut-être plus, il aura donc fallu, que l'armée israélienne camme aux portes de Beyrouth ; et que le nombre des victimes se comptent déjà par milliers, pour que l'opinion publique se secoue enfin de son apathie où elle semblait enfouie. De République à Nation, des milliers de manifestants Français et immigrés ont scandé des slogans favorables à l'OLP et au mouvement National Libanais à l'appel de plusieurs associations immigrés, de l'Association Médicale Franco-Palestinienne, du PCF, de la Ligue Communiste et plusieurs autres organisations ou syndicats.

A Marseille : Suite à l'invasion du Liban par l'armée israélienne, les immigrés ont spontanément réagi en organisant dès le jeudi 10 juin à 18 heures une manifestation partant de la rue des Réformés à la Porte d'Aix en passant par le cours Balsens où de nombreux arabes se sont joints au cortège. Cette manifestation a été suivie d'une rencontre le même jour à vingt heures au siège du CIDIM - 9 rue de la Rotonde (Centre d'info-doc sur l'immigration maghrébine), où d'autres actions ont été décidées ; interventions dans tous les quartiers nord de Marseille (Balsens, Porte-d'Aix, rue des Dominicains etc...) avec panneaux d'information, ainsi qu'une autre manifestation prévue pour le samedi 19 juin à 16 heures. A Aix, cinq cents personnes également en majorité des immigrés, ont manifesté leur solidarité au peuple palestinien et libanais.

A Grenoble : A l'appel de l'association Médicale Franco-Palestinienne et du centre inter peuple et plusieurs organisations de gauche et d'extrême gauche,

deux mille personnes environ, en majorité des étudiants et des travailleurs arabes, ont manifesté vendredi 11 juin de la place de la gare à la place Notre-Dame leur soutien au peuple Palestinien et Libanais. C'est aux cris de « Vive la lutte du peuple palestinien, Israël hors du Liban, Begin Reagan assassins, Palestine vaincra », que les manifestants ont défilé. A noter que les organisations syndicales et politiques n'ont pas mobilisé beaucoup de leur militants comme cela s'était produit pour le Chili ou la Pologne.

Derrière la banderole du P.S. on a remarqué seulement dix militants connu dans la ville pour être anti-Sioniste. Il semble que les « causes perdent de leur « noblesse », en particulier lorsqu'il s'agit du racisme et des travailleurs immigrés et aujourd'hui du peuple Libanais et Palestinien...

En Province, des manifestations se sont déroulées dans de nombreuses villes : 500 personnes vendredi à Orléans à l'appel de France-Palestine, avec le soutien du PCF, de la CGT, du PSU, de l'UNEF, 400 personnes à Strasbourg.

A Lyon : Une manifestation était organisée hier soir par l'association France-Palestine, l'union fédérale des étudiants palestiniens, l'Amicale des Algériens en Europe avec le soutien du PCF, de la JC, du PSU, de l'UNEF, de la CGT, et de la CFDT.

A Toulouse : C'est derrière une banderole dénonçant la complicité de MM. Reagan et Begin dans « le génocide du peuple palestinien » que 1 500 personnes environ ont défilé hier en fin d'après-midi à Toulouse. Le Mouvement de la paix et le MRAP qui appelaient à cette manifestation avaient reçu le soutien du PCF, du PS, du PSU, de la CGT, de la CFDT, de la FEN, de l'AGET-UNEF et de l'Association médicale franco-palestinienne.

Dans une déclaration commune, lue au terme de cette manifestation, ces organisations, tout en renouvelant leur condamnation « de l'agression israélienne au Liban » demandent le respect de l'intégrité du territoire de ce pays. Elles demandent aussi au gouvernement français d'intervenir au sein de la communauté internationale afin de dégager une solution au conflit actuel.

A Bordeaux : 1 000 personnes ont défilé vendredi à l'appel d'organisations arabes, du PCF et de la CGT. De nombreuses entreprises et municipalités de Gironde ont adressé des télégrammes à l'ambassade d'Israël. D'autres manifestations sont prévues aujourd'hui : A Rennes, à l'appel d'associations françaises et arabes, du PCF, de la CGT, de la CFDT, du SNE Sup. A Rennes où le PS s'est joint aux autres organisations.

300 étudiants de l'Ecole Polytechnique ont adressé une pétition dénonçant l'invasion du Liban à l'Ambassade d'Israël, au centre d'étude anti-impérialiste, à l'union internationale juive pour la paix et au mouvement juif progressiste.

La conférence épiscopale de France, lance un appel à la solidarité en faveur des « victimes du Liban » et dénonce la « violence plus meurtrière qu'elle ne l'a jamais été » dont est victime « ce pays avec qui nous avons des liens de langue, de culture et de foi ».

Une manifestation, rassemblant 300 personnes a eu lieu mardi 15 juin à 18 heures devant le Quai d'Orsay à Paris, à l'appel de l'Association de soutien Français et arabes aux peuples Palestiniens et Libanais.

A Marseille : Deux cent personnes se sont rassemblées devant le consulat d'Israël, répondant à l'appel du P.C.F.

Minkowski à Beyrouth

Une délégation médicale française conduite par le professeur Minkowski et comprenant les docteurs Raymond Galinski et Jacques Beres partira mercredi matin pour le Liban.

Sa mission, définie par le ministre français de la santé, M. Jack Ralite, qui assistera à son

départ, est « d'établir sur place les meilleures conditions de solidarité sanitaire et médicale de la France avec les populations Libanaise et Palestinienne gravement atteintes par l'agression dont elles sont victimes » indique le ministère de la santé dans un communiqué.



Photo A. Senna

Capucci en grève de la faim

Mgr Hilarion Capucci, archevêque grec catholique, vicaire patriarcal de Jérusalem des Melkites, a entrepris un jeûne dans l'église romaine de Santa Maria in Cosmedin « pour répondre de manière pacifique à la violence et à la guerre ».

Mgr Capucci, qui jeûne depuis trois jours, a expliqué qu'il s'agissait de la seule manière, pour un prêtre, « de témoigner sa

solidarité à des peuples qui souffrent ».

Mgr Capucci avait été arrêté il y a quelques années à Jérusalem sous l'accusation de trafic d'armes en faveur des Palestiniens, puis, après une longue grève de la faim, libéré à la suite d'une intervention du pape Paul VI.

Rentré à Rome, il avait plus tard adhéré publiquement à l'OLP.

A Calcutta

Des étudiants manifestant contre l'invasion israélienne au Liban ont brûlé le président américain Ronald Reagan en effigie, lundi, près du centre culturel américain à Calcutta, a annoncé l'agence indienne Pti.

D'importantes forces de police ont été dépêchées sur les lieux de la manifestation, qui s'est dispersée en scandant des slogans hostiles à la position des Etats-Unis sur cette question, ajoute PTI.

A Prague

Deux cents étudiants arabes ont manifesté devant l'Ambassade des Etats-Unis à Prague lundi, pendant deux heures, contre « le soutien américain à l'agression sioniste au Liban ».

Les étudiants ont également clamé des slogans de « soutien aux peuples libanais et palestinien » et hostiles à un cessez-le-feu. L'am-

bassade américaine, protégée par un cordon de policiers tchécoslovaques, n'a accepté de recevoir une protestation écrite qu'après la dispersion de la manifestation.

On a, par ailleurs, appris de source arabe à Prague que de nombreux étudiants palestiniens avaient quitté la Tchécoslovaquie pour s'engager comme volontaires au Liban, via la Syrie.

urgence à l'hôpital St Antoine.

Notre association dénonce avec vigueur les attaques sionistes contre la communauté arabe en France, et appelle l'opinion démocratique à dénoncer ces actes ignobles et à agir pour mettre fin à ces agressions racistes restées très souvent impunies.

Gennevilliers, le 11 juin 1982
A.T.M.F.

A Paris

Après la grande manifestation de solidarité avec le peuple palestinien et libanais, qui s'est déroulée le jeudi 10 juin à Paris, un commando sioniste a attendu la dispersion des manifestants pour s'attaquer à deux marocains restés aux alentours de Nation, le commando de terroristes armé de matraques et couteaux, a blessé grièvement Mr Salah Kharrroua, hospitalisé en

Des maires socialistes

Je tiens à vous assurer de ma solidarité profonde avec la ville de Beyrouth placée, du fait de l'intervention des forces militaires d'Israël, dans une situation dramatique. Je souhaite pouvoir vous aider à maintenir l'indépendance et la liberté de la capitale du Liban, au moment où elles sont bafouées. Je mets à votre disposition tous les moyens

que vous pourrez demander pour venir en aide à la population de Beyrouth ». Tel est le texte du télégramme qu'à l'initiative d'Hubert Dubedout, président de la Fédération des Elus socialistes et républicains, député-maire de Grenoble, de très nombreux maires socialistes ont envoyé au président de Conseil municipal de Beyrouth.

L'Union Socialiste des Forces Populaires organise les journées commémoratives du 20 juin à 20h30 : projection du film : « Le Troupeau ».

Mercredi 23 juin à 20h30 : Gala de solidarité avec Gilles Servat. Cité Universitaire Internationale, 19 Boulevard Jourdan. M° Cité Universitaire.

D'autre part, la jeunesse USFP présente les 21, 22, 23 juin une exposition sur le thème : « 20 juin 81, Un an après ». Espace 4, M° Les Halles. Les bénéfices dégagés durant ces journées seront intégralement versés à la résistance palestinienne.

La bataille de Port Stanley a pris fin

MAIS L'A VENIR EST INCERTAIN

Le drapeau de l'« Union Jack flotte à nouveau sur Port Stanley après deux mois et douze jours de présence argentine.

La reddition du contingent argentin a provoqué une violente déception parmi le peuple qui a manifesté spontanément aux cris de « Galtieri démission », « reddition = trahison » « à bas la dictature » devant le palais gouvernemental.

On voit mal comment la junte militaire pourrait survivre à la débâcle militaire de l'armée de terre.

C'a y est. Les « boys » de Maggie sont venus, ont vu et ont vaincu. La presse britannique exulte : « Reddition des Argies », « Les Argies fuient alors que les troupes entrent dans Port Stanley » (Sun), « les troupes britanniques mettent en déroute les défenseurs de Port Stanley », « Les argentins fuient vers la sécurité » (Daily Telegraph). La Dame de fer a pu annoncer lundi 14 juin au soir à la Chambre des Communes, sous les applaudissements unanimes, la victoire militaire du contingent britannique et proclamer que « de nouveau, la Grande Bretagne est grande ».

Ainsi aurait pris fin selon Londres une guerre non déclarée qui a débuté le deux avril par la « récupération » ou « l'invasion » armée argentine des îles Malouines, archipel, situé dans l'Atlantique sud, de mille huit cents habitants. C'est vendredi soir que les troupes britanniques à l'aide d'un matériel militaire ultra-sophistiqué ont lancé l'attaque finale sur Port-Stanley, dernier flot argentin de l'archipel. En trois jours l'avance des troupes de l'Union Jack a été telle qu'elles ont pu pénétrer à l'Ouest de Port Stanley dans la journée de lundi et a obligé le chef de la garnison



Des millions de dollars partis en fumée ...

britannique, le général Mario Menéndez, a demandé un cessez-le-feu et l'arrêt des combats au commandant britannique, le général Jeremy Moore. La reddition effective des argentins auraient eu lieu selon Londres à 0h00 GMT.

Cette victoire militaire de la troisième puissance militaire mondiale sur un pays d'Amérique du Sud n'est guère surprenante. Il ne faisait guère de doute de l'issue des combats à partir du moment où le gouvernement britannique avait décidé de mettre toutes ses forces

dans la balance pour récupérer « son » archipel. Autant il est évident que la junte militaire argentine avait sous-estimé la riposte britannique au coup de poker du deux avril, autant Londres s'est trompée en croyant que son armée aurait eu à faire une guerre « fraîche et joyeuse » comme au bon vieux temps de la « coloniale ». Certes les chiffres divergent selon qu'on accepte comme argent comptant les déclarations d'une des deux parties du conflit : l'Argentine fait état de 2000 morts ou blessés britanniques et Londres 800 argentins au moins. Il en va de même pour les pertes en matériel. La junte considère avoir détruit ou endommagé dix neuf ou vingt bâtiments, vingt cinq chasseurs « Harriers », 22 hélico et le vingt deux hélicoptères, et le ministère de la défense britannique chiffre les pertes argentines à cinquante sept avions. Mais même en prenant en compte les estimations fournies par chacune des parties, le bilan est encore lourd : sept bateaux dont le croiseur « Bellegrano » et le sous-marin « Santa-fé », quinze avions et quatre hélicoptères pour l'Argentine ; six navires dont deux frégates et deux destroyers, huit « harriers » et dix hélicoptères. Ce sont donc des centaines de millions de dollars partis en fumée ou au fond de l'eau qu'aura coûté cette guerre et ceci alors que les deux belligérants ont chacun d'eux à affronter une crise économique sans précédent.

Reste à savoir si cette guerre est vraiment terminée. Ceci se pose en premier lieu au niveau de la junte militaire argentine. Celle-ci a toujours juré de ne jamais renoncer à récupérer l'archipel. Même ces dernières semaines quand il devint évident que Port Stanley allait tomber, une partie de l'état major inter-armes argentin, et en particulier les officiers généraux de l'armée de l'air, déclarait que la perte de Port Stanley n'arrêterait pas la guerre. Il est certain que l'Argentine a encore les moyens d'harcéler le contingent britannique grâce à son aviation. Mais cette décision dépend profondément du contexte intérieur du pays et de l'évolution de la situation politique.

La junte avait lancé son opération sur les MALOUINES; certes en s'appuyant sur une revendication séculaire du peuple argentin mais avant tout pour désamorcer un processus d'isolement croissant du régime militaire. Aujourd'hui après l'échec militaire qui montre que l'armée, au moins celle de terre, est plus apte à réprimer les forces populaires qu'à défendre le territoire national, le peuple argentin risque de demander des comptes. Ce n'est pas un hasard si M. Alfonsín, leader du mouvement réformateur du radicalisme, a déclaré dès lundi soir que la population était persuadée « d'avoir été trahie » et réclamé la démission de la junte pour constituer un gouvernement civil d'union national. De plus, en lançant l'opération des Malouines la junte a pris l'initiative de déclencher un processus dont une des conséquences a été de permettre aux Partis politique, aux syndicats d'avoir droit de cité officielle, aux manifestations populaires d'avoir lieu. Après cela, il sera difficile de retourner en arrière sauf une répression brutale de l'armée. Et cette dernière ne semble plus aussi bien unie qu'auparavant. Déjà, il semble que le secteur aérien qui a eu à supporter tout le poids du conflit et s'en est tiré honorablement dans les affrontements, reproche à l'armée de terre du général Galtieri, par ailleurs chef de la junte et de l'état, son manque de préparation et de combativité. Leur argumentation porte essentiellement sur le fait que l'état major de l'armée de terre ait envoyé aux Malouines de jeunes appelés inexpérimentés et non des militaires professionnels. De plus le ciment idéologique de l'armée a été mis à rude épreuve. Celui-ci se fondait d'une part sur la défense du monde libre et de la chrétienté et d'autre part sur le rôle dirigeant exclusif de l'armée dans la société. Pour la défense du monde libre, la position des USA et de l'Europe de l'Ouest a créé un doute dans l'esprit de bon nombre de militaires argentins sur l'efficacité de leurs alliances quant au rôle exclusif de l'armée, le général Basilio Lamí Dozo a souhaité que « de plus en plus de secteurs participent à la conduite des affaires du pays ». Ainsi, il est revendiqué soit le



Quinze mille prisonniers argentins

Le massacre électoral de la gauche mauricienne

P. Béranger l'avait annoncé. Le « massacre électoral » a eu lieu. L'île Maurice, indépendante depuis 1968, entre dans une nouvelle étape de son histoire.

Avec plus de soixante pour cent des voix contre un quart des exprimés pour le parti travailliste, l'alliance du Mouvement Militant Mauricien (MMM) et du Parti Socialiste Mauricien gagne la totalité des soixante sièges de l'île Maurice. Quant aux deux de l'île Rodrigues, ils ont échappé au Parti Social-Démocrate Mauricien qui comme son nom ne l'indique pas, est à l'extrême droite de l'échiquier politique et est dirigé par Gaétan Duval, ami de Jean-Marie Le Pen. Les deux sièges rodriguais reviennent à l'Union du Peuple Rodriguais, formation soutenue par le MMM/PSM.

Si l'ampleur de ce triomphe électoral peut surprendre la victoire de la gauche mauricienne, en elle-même, n'est guère surprenante. Déjà en 1976, c'est à un siège près que le MMM n'avait pas obtenu la majorité à l'Assemblée Législative mauricienne. Et depuis, toute une série de facteurs s'étaient accumulés en faveur de la gauche.

En premier lieu, le Parti Travailliste qui dominait la scène politique depuis plus de vingt ans se révélant incapable de promouvoir une image neuve, d'appliquer une politique économique permettant de sortir le pays de la crise, de mettre en oeuvre une diplomatie indépendante. Au fur et à mesure du temps, ce parti apparaissait coupé des réalités et en premier lieu de la jeunesse mauricienne. Le leader travailliste,

Béranger un nouveau leader plus modéré, Aneerood Jugnauth, président du MMM et futur premier ministre.

Autre élément, l'apparition en 1977 du Parti Socialiste Mauricien, issu d'une scission du Parti Travailliste.

Le PSM en acceptant en 81, l'alliance avec le MMM, a donné à ce dernier la dernière touche nécessaire à son image de parti gouvernemental. Il est dirigé par un indien, M. Harish Boodhoo, qui fut exclu en 77 du parti travailliste pour son opposition à la corruption.

En dépit de cette modération, les changements à attendre de la victoire du MMM-PSM sont importants. Au niveau intérieur, le programme des deux partis prévoit l'instauration d'une république de type indien, la mise sur pied d'un tribunal permanent anti-corruption, la nationalisation de deux compagnies sucrières, de 20 000 hectares de terres en friche, la participation majoritaire dans le capital hôtelier...

Au niveau extérieur : dénonciation des accords de Camp David, reconnaissance officielle de l'OLP et de la RASD, non-alignement total, entretien de relations privilégiées avec la France socialiste et l'Inde d'Indira Gandhi...

Mais la gauche mauricienne sera affrontée rapidement à deux problèmes de taille : les relations avec l'Afrique du Sud et la revendication de l'île Tromelin que la



Sir Seenwoosagur Ramgoolam premier ministre sortant, était incapable d'assurer sa relève en dépit de ses quatre vingt deux ans. L'échec économique était latent et la dépendance de l'île Maurice vis-à-vis de l'Afrique du Sud a été un argument de poids de la gauche mauricienne dans sa campagne électorale. Enfin, le parti gouvernemental refusait d'appliquer une politique indépendante et non-alignée comme le montre son peu d'empressement à revendiquer la souveraineté mauricienne sur l'île de Diégo Garcia où les USA ont implanté la plus puissante base militaire de tout l'Océan Indien.

De son côté la gauche mauricienne sut se renforcer et acquérir une image plus modérée.

Le MMM crée à la fin des années 60 par Paul Béranger, un ancien ami de 68 en France, et implanté essentiellement en milieu ouvrier, a de 76 à aujourd'hui atténué son image de parti marxiste en allégeant son programme économique et politique. Ainsi fut mis en avant au côté de Paul

France estime sienne de l'archipel des Chagos où se trouve Diégo Garcia.

La rupture des relations avec l'Afrique du Sud sera difficile et nécessite que l'île Maurice trouve un substituant, car le Pays de l'Apartheid fournit plus de soixante pour cent des importations alimentaires et est la pierre angulaire du tourisme mauricien, principale ressource en devises de l'île.

Quant à Diégo Garcia, il serait étonnant que les USA qui ont investi des dizaines de millions de dollars dans cette base militaire soient prêts à lâcher facilement le morceau. Mais il reste que l'Océan Indien voit se renforcer le camp des pays qui sont pour son désarmement puisque mis à part la Réunion sous domination française, les Komores où sévissent les mercenaires, les autres états (Madagascar, Seychelles...) soutiennent les mêmes options que la gauche mauricienne.

R. Constant



Des millions de dollars partis en fumée ...

MALOUINES

départ de la junte, soit une participation civile au gouvernement. Tous ces facteurs de division de la société argentine font que les bouleversements sont possibles à court terme aussi bien au plan national qu'au sein de l'armée et ceci tant pour la politique intérieure que pour les affaires étrangères.

Un des éléments pouvant permettre à la junte de se maintenir encore est une tute en avant consistant à la continuation de la guerre. Mais même en cas de changement de régime ou d'immobilisation de la société argentine par des conflits internes, la revendication de la souveraineté des îles malouines se maintiendra sous une forme ou une autre et réapparaîtra

un jour ou l'autre comme un conflit avec la Grande Bretagne. Ceci est d'autant plus certain que la Grande Bretagne ne pourra pas comme auparavant refuser de négocier pendant longtemps. L'ensemble de la communauté internationale a été surprise par le conflit et souhaitera que sa cause soit résolue définitivement pour ne pas avoir à vivre à nouveau de douloureux réveils.

Se pose donc la question de l'attitude britannique. Il ne semble pas être question pour le gouvernement britannique d'associer en quelque forme que ce soit l'Argentine à l'administration du territoire comme il en fut question à un moment. Et il ne faut guère attendre de Margareth Thatcher de concession dans ce domaine. Une fois de plus le premier ministre a bien mérité son nom de Dame de Fer. Elle a été intraitable dans l'affaire des Malouines tout autant qu'elle le fut lors de la grève de la faim des grévistes irlandais. De plus elle peut d'autant moins céder qu'après

avoir chauffé à blanc et avec un chauvinisme sans égal son opinion publique, cette dernière comprendrait mal un non retour au statut quo alors que deux cents britanniques sont morts pour maintenir la souveraineté britannique. Il est donc certain qu'à court terme, les britanniques vont refuser de négocier leur souveraineté. Mais une telle position n'est pas tenable sur une longue période. Déjà pour des raisons diplomatiques. Les gouvernements occidentaux qui n'ont pas ménagé leur soutien à la Grande Bretagne quand celle-ci entendait laver son « honneur », risquent d'en supporter les conséquences dans leurs relations avec les pays d'Amérique du Sud tant au niveau économique que politique. Ce n'est pas un hasard si les USA dès l'annonce du cessez-le-feu ont dit qu'ils étaient prêts à jouer les bons offices pour la « recherche d'une solution permanente du statut de l'île ». Manière élégante de dire à Londres qu'après la force, la souplesse serait de mise et de faire comprendre aux Etats Latins d'Amérique, révoltés par le soutien américain aux britanniques, que l'Oncle Sam est toujours présent.

De plus il importe de dire que la Grande Bretagne aura d'énormes difficultés à maintenir sa souveraineté concrète sur l'île en cas de non résolution des problèmes. Pour des raisons économiques car jusqu'au deux avril, la quasi totalité des relations commerciales des Malouines se faisait par le biais argentins. Pour des raisons militaires car sauf à risquer un nouveau débarquement argentin, les britanniques seront obligés de laisser en permanence une force armée que les experts estiment devoir être composée, pour être efficace, de trois mille hommes, d'une escadrille de chasseurs bombardiers, d'hélicoptères, et deux sous-marins à propulsion nucléaire. En bref une ruine pour la cassette de sa Gracieuse Majesté.

En résumé de ce conflit, ce qu'il importe de voir c'est qu'au niveau argentin, latino-américain, des USA et des Falkands, ce conflit des Malouines aura d'importantes conséquences. Et l'une des moindres n'est pas le fait que les argentins et les latino-américains ont un goût amer à la bouche et que l'esprit de revanche risque de prendre le dessus si le problème de souveraineté n'est pas résolu. La Grande-Bretagne a gagné sur le terrain. L'Occident a infligé sa leçon. Mais à quel prix ?

Sinon celui d'avoir à céder sur la table de négociations. Sinon d'avoir exacerbé l'anti-impérialisme en Amérique Latine. Les vainqueurs ne sont peut-être pas ceux que l'on croit.

R. Constant



L'Union Jack est de retour. Pour longtemps ?

« Il y a toujours quelque chose à faire »

C'est une émission connue. Là, il s'agit de la vie de centaines de milliers de personnes au Liban. Vous pouvez faire quelque chose. Vous devez faire quelque chose. Les adresses que nous publions sont toutes vérifiées par Sans Frontière. Où que vous soyez, il existe une antenne de ces organisations ... Au Liban, les besoins sont énormes (argent, médicaments etc ...)

Conférence Mondiale des Chrétiens pour la Palestine

C.M.C.P. - 49, rue du Faubourg-Poissonnière - 75009 Paris.
Tél : 246 37 50

Association Médicale Franco-Palestinienne
AMFP - 14, rue de Nanteuil - 75015 Paris.
Tél : 530 12 08

Collectif National pour la Palestine
B.P. 146 - 75263 Paris Cedex 06.

CCP 18. 862 75 E Paris

Comité Inter-Universitaire de Solidarité avec l'Université Palestinienne de Bir-Zeit.

M.R. Chambert - Université de Paris 7 de Biochimie

2, Place Jussieu - 75221 Paris.

Association France-Jérusalem dénommée « France-El-Quds »
49, rue du Fg-Poissonnière 75009 - Paris.

Association de Solidarité Franco-Arabe
A.S.F.A. - 12/24, rue Augereau - 75007 - Paris
Tél : 705 81 45 - 555 27 52.

Association France-Palestine
B.P. 184-04 - 75160 Paris
Cédex 04.

Tél : 243 95 73

Pour toutes personnes en province, vous pouvez prendre contact auprès des délégations d'étudiants

palestiniens ou auprès des associations médicales franco-palestiniennes. (Amiens, Rennes, Lille, Lyon, Grenoble, Bordeaux, Marseille...)

Pour envoyer vos dons en espèces ou chèque postal ou bancaire :

CCFD : 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris. CCP Paris 18.249.744 (mention Liban)

Organisation de Libération de la Palestine (O.L.P.)

Siège : 3, rue de Mérimée - 75016 Paris.

Pour dons bancaires : Arab Bank L.T.D. - 26, av. des Champs Elysée - 75008 -

Paris.

CIMADE : 176, rue de Grenelle - 75007 Paris, CCP 40.88.87 Y. Paris (mention Liban).

Association médicale Franco-Palestinienne : 14, rue de Nanteuil - 75015. Tél 530 12 08 CCP La Source 34 521 83 N Paris.

Association Franco-Arabe : 14, rue Augereau - 75007 Paris.

Tél : 555 27 52 CCP 16 582 14 M ou chèque bancaire avec la mention : Pour le Liban.

LYON : ASFA : 36, rue Tramassac - 69005 - Tél 37 16 63. Bretagne : BP 339

35005 Rennes.

Et également à Lille, Montpellier, Nancy, Nice, Strasbourg, etc...

Vous pouvez aussi déposer médicaments, couvertures, vivres... auprès du Secours Populaire, 9, rue Froissart - 75003 Paris. CCP 654 37 H Paris (mention Liban).

Plus de 40 tonnes de marchandises sont envoyées au Liban par Damas, 60 tentes de 5 personnes, 300 lits de camps, 1000 Kg de médicaments, 2 000 Kf de

riz, 2 000 Kg de pâtes alimentaires, 1 000 Kg de confitures, 5 000 Kg de lait maternelle, 100 000 aiguille

et seringues, 1 000 biberons et 2 000 tétines... toutes ces marchandises seront remis au secours populaire du Liban, dans le même avion, une équipe chirurgicale sera envoyée.

Pour toutes les personnes sur Marseille désirant faire des dons, vous pouvez contacter le CIDIM, 9 rue de la Rotonde - 13001 Marseille. Tél : (91) 62.58.93.

Médecins du Monde : 17, rue du Fer à Moulin
Tél : 587 01 85

Ne lance aucun appel par contre ils envoient 4 médecins par Chypre, 2 chirurgiens, 1 anesthésiste et 1 médecin.

Association Belgo Palestinienne : 1, rue Henri Simons - 1160 Bruxelles.

Une exigence : La solidarité

Depuis le 6 juin, le CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) et la CIMADE (Service Océanique d'Entraide) reçoivent quotidiennement des appels pressants de leurs partenaires libanais et palestiniens soumis aux bombardements et à l'agression massive de l'armée israélienne.

Le nombre élevé des victimes et le ratissage systématique d'une partie importante du pays attestent de la démesure des moyens mis en oeuvre et de l'ampleur de l'agression. A cela s'ajoutent le harcèlement d'une population réfugiée ou déplacée qui ne sait où aller et la destruction des infrastructures économiques, des équipements éducatifs et médico-sociaux. Ce sont les communautés civiles libanaise et palestinienne qui sont atteintes dans leur existence même par ce raz-de-marée. L'intégrité du Liban est menacée.

Nos partenaires libanais et palestiniens voient annihilés leurs efforts de développement et de promotion des diverses communautés vivant au Liban : autant de chemins de paix patiemment construits hier, provisoirement détruits aujourd'hui.

Nos deux organisations condamnent l'agression israélienne et demandent qu'un terme soit mis aux combats. Chaque peuple au Proche-Orient a le droit de vivre en paix dans sa patrie. Il est de la responsabilité de la communauté internationale de garantir ce droit.

Le CCFD et la CIMADE sont déterminés à poursuivre et accroître leur solidarité avec les peuples libanais et palestiniens, en particulier par le soutien d'actions de reconstruction et de développement.

Les participations sont à adresser à :

C.C.F.D.
4, Rue Jean-Lantier, 75001 Paris.
CCP PARIS 18.249.74 Y.
(mention « Liban »)

CIMADE
176, Rue de Grenelle,
75007 PARIS:
CCP Paris 4088.87 Y
(mention « Liban »)



Le P.C.F. aux chaînes de T.V. :

Faites quelque chose

Au nom du bureau politique du P.C.F., Pierre Juquin a adressé hier des messages pressants aux présidents et directeurs des chaînes de radio et télévision pour leur suggérer d'entreprendre des campagnes de solidarité en faveur des populations libanaises et palestiniennes.

« Il va de soi, écrit Pierre Juquin, que le Parti communiste n'entend nullement se substituer à la société que vous présidez ou aux organisations humanitaires et charitables. Simplement, il considère comme son devoir de s'adresser à votre coeur et à votre raison. Je suis certain d'exprimer les sentiments de millions de nos concitoyens en osant croire

que ma démarche trouvera auprès de vous l'écho le plus sensible et le plus immédiat.

« Dans cet esprit, animé de cette émotion, je suis disposé à vous rencontrer dès ce soir ou demain matin pour examiner toutes questions concrètes. Dans un souci d'efficacité je vous propose que des élus participent à notre rencontre ».

Des messages identiques ont été adressés par Pierre Juquin à Jacques Boutet, P.D.G. de TF 1, Michèle Cotta, président de Radio-France, Pierre Desgraupes, président d'A 2, Guy Thomas, président de FR 3, Jacques Rigaud, P.D.G. de R.T.L., Jean-Claude Héberlé, directeur de R.M.C., et M. Abergel, directeur d'Europe 1.

Manifestation

Le collectif de soutien à la résistance armée du peuple Palestinien et Libanais. 10, rue Affre-75018 Paris - Organise : une journée Palestine le samedi 19 juin 82 de 10 heures à 20 heures à la Goutte d'Or - Paris 18ème.

A l'appel de l'A.M.F.P. et d'autres organisations de gauche Vendredi 19 juin 1982 à 18 heures, manifestation populaire contre le Génocide Libano-Palestinien, de Barbès à l'Elysée

A.M.F.P. : On a besoin de tout

La sauvagerie de l'agression déclenchée par Israël au Liban a déjà fait des milliers de morts, des dizaines de milliers de blessés et de sinistrés.

Révoltés par ce massacre, des français chaque jour plus nombreux veulent exprimer leur solidarité avec les peuples libanais et palestiniens qui en sont les victimes.

L'A.M.F.P. lance un appel urgent à la solidarité. Il faut envoyer au Liban des équipes médicales (Chirurgiens, anesthésistes, etc...). Une première équipe doit partir incessamment. Il faut envoyer plusieurs tonnes d'antibiotiques et de matériel chirurgical (biogaze, matériel de transfusion et de réanimation, sérum, plasma, etc...). Il faut de l'argent et des énergies bénévoles. Envoyez vos dons, vos candidatures ou vos propositions à l'A.M.F.P. :

14, rue de Nanteuil - 75015 Paris
Téléphone : 530 12 08
C.C.P. la Source 34 521 83 N